

## COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2011 — 2170

[2011/204054]

## Extrait de l'arrêt n° 140/2011 du 27 juillet 2011

Numéro du rôle : 5022

*En cause* : le recours en annulation totale ou partielle de la loi du 25 janvier 2010 « modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPo) en ce qui concerne la nomination dans le grade de commissionnement de certains membres du personnel de la direction générale de la police judiciaire », introduit par Jacques Stas et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée du juge J.-P. Snappe, faisant fonction de président, du président M. Bossuyt, et des juges E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goeij, P. Nihoul et F. Daoût, assistée du greffier P.-Y. Dutilleul, présidée par le juge J.-P. Snappe,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 30 août 2010 et parvenue au greffe le 1<sup>er</sup> septembre 2010, Jacques Stas, demeurant à 5590 Haversin, route de Barvaux 213, Bernard Jeusette, demeurant à 4280 Hannut, rue des Prés 5, Jean-Michel Rocks, demeurant à 4802 Heusy, Ningloheid 121, Jean-Marie Hottat, demeurant à 1081 Bruxelles, rue du Comptoir 10, Eddy Lebon, demeurant à 5000 Beez, rue des Perdrix 15, Yves Dullier, demeurant à 6032 Mont-sur-Marchienne, rue Nestor Bal 32, et l'ASBL « Syndicat de la Police Belge », dont le siège social est établi à 1070 Bruxelles, rue des Parfums 23, ont introduit un recours en annulation totale ou partielle (articles 8 et 9) de la loi du 25 janvier 2010 « modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPo) en ce qui concerne la nomination dans le grade de commissionnement de certains membres du personnel de la direction générale de la police judiciaire » (publiée au *Moniteur belge* du 3 mars 2010).

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant à l'objet du recours et aux dispositions attaquées*

B.1.1. La Cour détermine l'étendue d'un recours sur la base de l'exposé des moyens que contient la requête en annulation.

B.1.2. Les parties requérantes demandent l'annulation de la loi du 25 janvier 2010 « modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPo) en ce qui concerne la nomination dans le grade de commissionnement de certains membres du personnel de la direction générale de la police judiciaire », ou à tout le moins de ses articles 8 et 9.

Il ressort de la requête que les deux moyens sont articulés contre les articles 8 et 9 de la loi précitée.

B.1.3. La Cour limite son examen aux dispositions précitées de la loi du 25 janvier 2010.

B.2. Les articles 8 et 9 de la loi du 25 janvier 2010 disposent :

« Art. 8. Dans l'article XII.VII.18 PJPo, il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

' § 2/1. Par dérogation aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, les inspecteurs principaux de police qui sont insérés dans l'échelle de traitement M5.2 et qui sont titulaires du brevet pour la promotion vers l'échelle de traitement 2D, visé dans l'article 110 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets, qui n'ont pas encore été nommés commissaire au 1<sup>er</sup> janvier 2009, sont promus à cette date dans ce grade, pour autant qu'ils n'aient pas de dernière évaluation avec la mention finale "insuffisant".

Par dérogation au paragraphe 2, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, la proportionnalité visée au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, est établie en tenant compte du nombre de membres du personnel de l'ancienne police judiciaire près les parquets nommés et commissionnés dans ce grade à cette date; le nombre de membres du personnel de l'ancienne gendarmerie, visés au paragraphe 2, alinéa 3, est alors augmenté proportionnellement de telle façon à maintenir tel quel le rapport initial.

Art. 9. Dans le PJPo, il est inséré un article XII.VII.19bis, rédigé comme suit :

' Art. XII.VII.19bis. § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel actuels du cadre moyen qui, au 1<sup>er</sup> janvier 2001, sont titulaires du brevet de la formation judiciaire complémentaire qui donnait accès aux brigades de surveillance et de recherche de la gendarmerie, qui depuis cette date sont désignés de façon ininterrompue dans un emploi de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale, qui y sont depuis au moins cinq ans commissionnés dans le grade de commissaire et dont la dernière évaluation ne porte pas la mention finale "insuffisant", pour autant qu'au moment de ce commissionnement ils étaient nommés dans le grade d'inspecteur principal, peuvent être promus par accession au cadre d'officiers, pour autant qu'ils suivent une formation particulière pour l'accession au cadre d'officiers.

§ 2. Le programme de la formation visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est déterminé par le Roi. La formation comporte au moins 210 heures et est dispensée sur une période de maximum deux ans.

L'admission aux cinq premières sessions de formation est déterminée en répartissant en cinq groupes égaux dans l'ordre décroissant de leur ancienneté de cadre, les membres du personnel visés au paragraphe 1<sup>er</sup> qui ne relèvent pas du champ d'application de l'article XII.VII.18 et qui, préalablement au commencement de la première session de formation, répondent aux autres conditions, la priorité étant cependant donnée aux titulaires du brevet de sous-officier supérieur de gendarmerie et, ensuite, à ceux qui occupent un emploi d'autorité déterminé par le ministre.

Les membres du personnel visés au paragraphe 1<sup>er</sup> qui tombent sous le champ d'application de l'article XII.VII.18 et qui, préalablement au commencement de la première session de formation, répondent aux autres conditions, sont admis à la session de formation de leur choix.

Les autres membres du personnel visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont admis au plus tôt en 2011 à la session de formation qui suit la date à laquelle ils répondent aux autres conditions.

Les membres du personnel dont la dernière évaluation présente la mention finale "insuffisant" ne sont pas admis à la formation.

§ 3. Les membres du personnel du premier groupe, visés au paragraphe 2, alinéa 2, qui répondent à toutes les conditions en la matière, sont promus le 1<sup>er</sup> janvier 2008; les autres candidats sont promus le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle ils ont terminé leur formation.

La nomination dans le grade de commissaire emporte leur insertion dans l'échelle de traitement O2 avec une ancienneté d'échelle de traitement égale à zéro.

Les membres du personnel promus en vertu du paragraphe 1<sup>er</sup> sont exclus, pour une période de 5 ans à partir de leur promotion, de la mobilité pour tout emploi autre que ceux de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale.

Ces promotions ne sont pas imputées sur les recrutements d'officiers. ' ».

*Quant à l'intérêt*

B.3.1. Le Conseil des ministres conteste l'intérêt à agir des parties requérantes, auxquelles les dispositions attaquées ne seraient pas applicables, les dispositions qui les concerneraient se trouvant dans la loi du 3 juillet 2005 « portant modification de certains aspects du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police ». La septième partie requérante ne démontrerait pas en quoi ces mesures pourraient avoir des effets directs et défavorables sur l'un de ses membres.

B.3.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

B.3.3. Les parties requérantes font valoir en substance qu'elles ne disposent pas des mêmes avantages que ceux qui sont accordés par les articles 8 et 9 attaqués de la loi du 25 janvier 2010. Ainsi, l'article 9 accorde une nomination par accession au grade supérieur avec insertion horizontale, c'est-à-dire sans perte de l'ancienneté, aux seuls membres des anciennes brigades spéciales de recherche (BSR), inspecteurs de police commissionnés au grade de commissaire. Les six premiers requérants, par contre, ont tous été, eux aussi, nommés en qualité de commissaire de police, mais suivant la méthode dite des trois étapes (tapis rouge), prévue à l'article XII.XI.17, § 2, de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPo), c'est-à-dire avec un recalcul de l'ancienneté pécuniaire. Quant à l'article 8, il n'autorise la nomination au grade de commissaire de police des parties requérantes qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2009, contrairement à l'article 9, qui autorise la nomination des anciens membres de la BSR au 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Lorsque des dispositions législatives règlent la situation d'une catégorie de personnes, les personnes qui, par rapport à cette catégorie, demeurent privées du bénéfice de ces dispositions peuvent avoir un intérêt suffisamment direct à les attaquer. Pour que les parties requérantes justifient de l'intérêt requis, il n'est en outre pas nécessaire qu'une éventuelle annulation leur procure un avantage direct. La circonstance que les parties requérantes obtiennent à nouveau une chance que leur situation soit réglée plus favorablement, à la suite de l'annulation des dispositions attaquées, suffit à justifier leur intérêt à attaquer ces dispositions.

B.3.4. Dès lors que le recours est recevable à l'égard des six premières parties requérantes, la Cour ne doit pas examiner s'il l'est aussi pour la septième partie requérante.

B.3.5. L'exception est rejetée.

*Quant au fond*

*En ce qui concerne le maintien de l'ancienneté pécuniaire (article 9, § 1<sup>er</sup>)*

B.4. Dans le premier moyen, les parties requérantes reprochent à l'article 9 de la loi attaquée d'avoir inséré un article XII.VII.19bis dans le titre XI de la partie II du PJPo, au lieu d'en faire un article parmi les articles 16 à 18 de ce même titre, de sorte qu'elles seraient, en tant que commissaires de police de la police fédérale, nommées à cette fonction en étant issues soit de l'ancienne police communale, soit de l'ancienne police judiciaire, victimes d'une différence de traitement injustifiée au regard des articles 10, 11 et 23 de la Constitution. En effet, cette disposition, qui ne leur est pas applicable, et en particulier son paragraphe 1<sup>er</sup>, accorde aux anciens titulaires d'un brevet BSR le droit d'être nommés commissaires de police de la police fédérale après avoir été commissionnés à cette fonction pendant cinq ans avec le bénéfice d'une insertion horizontale, c'est-à-dire avec le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire, ce qui n'est pas le cas des parties requérantes qui, nommées au même grade, se voient appliquer, conformément à l'article XII.XI.18, § 2, du PJPo, le mécanisme d'insertion en trois étapes prévu à l'article XII.XI.17, § 2, alinéa 2, du PJPo.

Les parties requérantes ne reprochent pas en soi à la disposition attaquée d'avoir « reproduit » l'article 3 de la loi du 2 juin 2006 « modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police en ce qui concerne la nomination dans le grade de commissionnement de certains membres du personnel de la direction générale de la police judiciaire », article que la Cour a annulé par son arrêt n° 94/2008 du 26 juin 2008, mais d'avoir inséré cette disposition dans le PJPo à une place où seuls les anciens membres de la BSR peuvent bénéficier de l'avantage supplémentaire que constitue le bénéfice de l'insertion horizontale.

B.5. Selon les travaux préparatoires, le législateur a voulu, en adoptant la loi du 25 janvier 2010, donner suite à l'arrêt n° 94/2008 précité de la Cour.

Par cet arrêt, la Cour a annulé les articles 2 et 3 de la loi précitée du 2 juin 2006 « en ce que, en insérant les articles XII.VII.15quater et XII.VII.16quinquies dans l'arrêté royal du 30 mars 2001 précité, ils refusent le bénéfice de la promotion par accession aux inspecteurs principaux et commissaires commissionnés de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale qui, tout en satisfaisant aux autres conditions prévues par ces dispositions, ne sont pas titulaires du brevet de formation judiciaire complémentaire qui donnait accès aux brigades de surveillance et de recherche de la gendarmerie ».

B.6. Dans son arrêt n° 94/2008, la Cour a rappelé :

« La situation définie comme ' non idéale ' qui existait jusqu'alors au sein de la direction générale de la police judiciaire [...] découlait du fait que cette direction a été créée à la suite de la réunion de tous les membres de l'ancienne police judiciaire et de tous les membres des brigades de surveillance et de recherche de l'ancienne gendarmerie. Les structures du personnel de ces deux anciens corps et unités étaient toutefois radicalement différentes. Ces deux anciennes entités auraient cependant été fusionnées au sein de la direction générale et leurs membres accompliraient les mêmes missions » (B.7).

B.7. L'adoption de règles visant à l'intégration dans une police unique de membres du personnel issus de trois corps de police, soumis chacun à un statut différent en raison des missions spécifiques dont ils avaient la charge, implique que soit laissée au législateur une marge d'appréciation suffisante pour permettre à une réforme d'une telle ampleur d'aboutir. Il en va de même lorsque, comme en l'espèce, le législateur légifère à nouveau en la matière.

S'il n'appartient pas à la Cour de substituer son appréciation à celle du législateur, elle est, en revanche, habilitée à vérifier si le législateur a pris des mesures qui sont raisonnablement justifiées par rapport aux objectifs qu'il poursuit.

Dans le cadre de cet examen, il convient de tenir compte de ce qu'en l'espèce, il s'agit d'une matière particulièrement complexe, dans laquelle une règle relative à certains de ses aspects et qui peut être ressentie comme discriminatoire par certaines catégories de membres du personnel fait partie d'une réglementation globale visant à incorporer trois corps de police ayant chacun ses caractéristiques propres. Bien que certaines parties d'une telle réglementation, prises isolément, puissent être relativement moins favorables pour certaines catégories de membres du personnel, elles n'en sont pas pour autant nécessairement dénuées de justification raisonnable si on examine la réglementation dans son ensemble. La Cour doit tenir compte du fait qu'une annulation de certaines parties d'une telle réglementation pourrait en rompre l'équilibre global.

B.8. L'objectif poursuivi par la loi attaquée est expliqué dans l'exposé des motifs :

« Par son arrêt 94/2008 du 26 juin 2008, la Cour constitutionnelle a annulé les articles 2 et 3 de la loi du 2 juin 2006 modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, en ce qu'ils concernent la nomination dans le grade de commissionnement de certains membres du personnel de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale (DGJ).

La Cour affirme que le concept de nomination utilisé dans la loi du 2 juin 2006 peut être, en soi, considéré comme légal mais estime toutefois qu'il est discriminatoire de nommer les ex-BSR commissionnés et de ne pas en faire autant pour les autres commissionnés au sein de la DGJ, à savoir les non ex-BSR alors que cette nomination peut être considérée comme un important et substantiel avantage.

Le présent projet a pour but d'éliminer cette discrimination en prévoyant une nomination pour tous les commissionnés dans un grade supérieur, sans cependant utiliser nécessairement des modalités identiques, lesquelles sont toutefois raisonnablement justifiées, comme on le verra par la suite.

Le premier jalon en la matière est la restauration, dans les mêmes termes, des règles de nomination pour les ex-BSR contenues dans la loi précitée du 2 juin 2006. La méthode d'insertion dans le cadre des officiers y est explicitée. L'intention a toujours été de considérer cette catégorie comme une variante de la promotion sociale (voir le commentaire de la proposition de loi de l'époque : ' Il ne peut s'agir d'un automatisme. Les conditions permettant d'accéder à la nomination peuvent être comparées au parcours à suivre pour obtenir une telle nomination en vertu de la procédure normale de la promotion interne. En l'occurrence, en exigeant la détention du brevet permettant d'accéder aux BSR, un commissionnement préalable, un exercice de la fonction pendant un minimum de 5 ans et une formation complémentaire, on peut dire que les lauréats de ce parcours ad hoc ont satisfait à des exigences tout à fait comparables à cette procédure normale. ') Cela ayant pour conséquence, une insertion spécifique. Toutefois, la proposition de loi de 2006 pêchait à cet égard d'un point de vue technique en ce qui concerne les officiers. Il y est à présent remédié, tel que précisé au sein du commentaire de l'article 8.

Le deuxième fondement est que les commissionnés non BSR seront également nommés à la suite de la procédure prévue pour leurs ex-collègues de la BSR. De cette façon, on répond à la critique de la Cour d'attribuer également aux intéressés l'avantage important et substantiel de la nomination. Il n'empêche que leur parcours diffère de manière non négligeable de celui de leurs collègues de l'ex-BSR. Il s'agit ici en effet de membres de la gendarmerie qui disposent déjà des compétences de la formation de base délivrée au sein de la gendarmerie et qui, pour obtenir le brevet BSR, doivent d'abord réussir un test de connaissance et suivre avec succès une formation particulière, ce qui n'a pas été le cas ou dans une moindre mesure pour les autres membres du personnel. Par l'exigence du brevet donnant accès à la BSR, un commissionnement préalable, l'exercice de la fonction pendant une durée minimum de 5 ans et une formation complémentaire, on peut considérer dans ce cas que les lauréats de ce parcours ad hoc ont satisfait à des exigences comparables à la procédure normale. C'est la raison pour laquelle les commissionnés non BSR seront nommés consécutivement à leurs collègues ex-BSR. Ils auront donc été commissionnés durant une plus longue période avant d'être nommés. Ils ne devront pas suivre de formation complémentaire, et ne seront pas non plus soumis à un délai de présence obligatoire de 5 ans après la nomination. En revanche, la méthode classique en trois étapes sera appliquée à leur insertion dans le cadre des officiers. Ces différences objectives relatives aux modalités justifient une différence dans le timing et l'insertion et répondent aux remarques formulées par le Conseil d'Etat » (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, DOC 52-2193/001, pp. 4-5).

B.9. Comme le prévoyait l'article 3 de la loi précitée du 2 juin 2006, l'article 9 de la loi attaquée - qui reprend intégralement l'article XII.VII.16quinquies du PJPoI - vise à supprimer les tensions apparues entre les commissaires nommés et les commissaires commissionnés disposant du brevet de la formation judiciaire complémentaire qui donnait accès aux brigades de surveillance et de recherche de l'ancienne gendarmerie.

La mesure contestée se fonde sur un critère objectif, à savoir la nature de la formation ou du brevet pris en compte, et est pertinente pour atteindre le but recherché.

B.10. La Cour doit encore examiner si la mesure a des effets disproportionnés.

Il est incontestable que l'avantage accordé par l'article 9 de la loi attaquée à la seule catégorie des commissaires de police peut être considéré comme un avantage important et substantiel puisque, sans la moindre limitation quantitative en matière d'accès aux fonctions concernées, ils bénéficient de tous les avantages statutaires et pécuniaires, y compris en termes de calcul d'ancienneté, du grade dans lequel ils étaient commissionnés précédemment, avec une possibilité de mobilité illimitée après cinq ans, alors que l'absence de ces avantages justifiait la proportionnalité de la mesure du commissionnement au grade supérieur, qui a fait l'objet du contrôle de la Cour dans les arrêts n<sup>os</sup> 102/2003 et 94/2008.

B.11.1. En insérant l'article 9 attaqué comme un article XII.VII.19bis, la loi du 25 janvier 2010 fait échapper cette disposition au champ d'application de l'article XII.VII.18, § 2, du PJPoI applicable aux anciens membres de la police judiciaire ou de la police communale qui, lorsqu'ils sont nommés commissaires le sont selon la méthode dite des trois étapes, c'est-à-dire sans le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire. La disposition attaquée, et en particulier son paragraphe 1<sup>er</sup>, réserve ainsi à la seule catégorie des commissaires commissionnés issus des membres brevetés de la BSR le bénéfice d'une nomination en qualité de commissaire avec insertion horizontale, c'est-à-dire sans perte de l'ancienneté pécuniaire.

B.11.2. La différence de traitement entre les deux catégories de personnes mentionnées en B.9 a été justifiée dans les travaux préparatoires par le parcours professionnel différent des personnes relevant de ces deux catégories (B.8).

L'intention du législateur est confirmée dans le commentaire de cet article (article 8 du projet), qui précise :

« [...] cette promotion [celle des ex-membres de la gendarmerie] peut être considérée comme une variante de la promotion sociale avec une insertion horizontale et donc, par conséquent, sans méthode classique en trois étapes. C'est la raison pour laquelle l'article XII.XI.18, § 2, PJPoI, ne leur est pas applicable : en effet, l'article XII.VII.19bis en projet n'entre pas dans son champ d'application » (*ibid.*, p. 9).

B.12.1. Le Conseil des ministres justifie la mesure par le fait que les membres du personnel concernés ont bénéficié d'une formation spécifique et ont été engagés pour des tâches indispensables au sein du pilier judiciaire de la police fédérale. Il souligne également que la valorisation n'est pas inconditionnelle puisque les intéressés ne peuvent avoir obtenu la mention finale « insuffisant » comme dernière évaluation.

B.12.2. Comme la Cour l'avait déjà relevé dans son arrêt n<sup>o</sup> 94/2008 précité, il ressort cependant des données avancées par les parties requérantes et non contestées par le Conseil des ministres que la durée de la formation dont a bénéficié la dernière promotion des titulaires du brevet de la formation judiciaire complémentaire qui donnait accès aux brigades de surveillance et de recherche de la gendarmerie et l'expérience qu'ils ont acquise ou non dans le cadre opérationnel de ces brigades et qui l'a été avant la désignation auxdits emplois, pouvaient être fort différentes. Cette formation et la nature spécifique des missions qu'accomplit la catégorie privilégiée des membres du personnel ne sont pas telles que l'avantage que constitue la promotion par accession avec insertion horizontale prévue par l'article 9 de la loi attaquée ne puisse être accordé, quelle que soit la durée de leur formation et quelles que soient les tâches effectuées qui sont toutes essentielles au fonctionnement de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale, aux commissaires commissionnés relevant de cette direction générale qui, tout en satisfaisant aux autres conditions prévues par les dispositions attaquées, ne sont pas titulaires du brevet précité.

En instaurant ainsi une nouvelle différence de traitement au sein de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale entre, d'une part, les membres commissionnés au grade de commissaire, anciens membres de la police judiciaire ou de la police locale et, d'autre part, les membres commissionnés au grade de commissaire, titulaires du brevet de la formation complémentaire qui donnait accès aux brigades de surveillance et de recherche de la gendarmerie, le législateur a porté une atteinte discriminatoire aux droits des personnes de la première catégorie citée. Cette différence de traitement est de plus sans pertinence au regard de l'objectif, rappelé en B.9, de supprimer les tensions apparues entre les commissaires nommés et les commissaires commissionnés.

B.13. En ce qu'est dénoncée une différence de traitement entre les anciens membres commissionnés de la police judiciaire ou de la police communale qui sont nommés commissaires en perdant le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire et les anciens membres commissionnés des BSR qui sont nommés avec le bénéfice d'une insertion horizontale, le premier moyen est fondé.

B.14. Les six premiers requérants ont été nommés au grade de commissaire en vertu d'autres dispositions que celles relatives au commissionnement (articles XII.VII.23, 24 et 26 du PJPo). Ils considèrent encore que l'avantage de l'insertion horizontale accordé aux seuls anciens brevetés de la gendarmerie serait disproportionné alors que toutes les autres nominations au grade de commissaire opérées dans le cadre de la réforme, en particulier celles opérées via la procédure dite du « tapis rouge », l'ont été suivant la méthode dite en trois étapes.

Compte tenu de ce qui est rappelé en B.7 et de ce que les procédures transitoires de nomination prévues par la réforme des polices ont chacune leur propre logique dans l'équilibre général recherché par cette réforme, il n'est pas requis que toutes les personnes concernées soient traitées exactement de la même manière.

De plus, dans son arrêt n° 102/2003, la Cour a jugé :

« Outre le fait que la méthode d'insertion dans les nouvelles échelles barémiques, que le législateur a entendu appliquer pour les officiers, n'apparaît pas comme déraisonnable, elle a pour effet, pour le requérant, de lui octroyer un traitement plus favorable que celui auquel il pouvait prétendre en application de son ancien statut. En outre, le requérant dispose encore de possibilités d'avancement dont il ne pouvait bénéficier dans cet ancien statut » (B.38.4).

Il en résulte que la mesure n'est pas disproportionnée.

En ce qu'une différence de traitement est dénoncée envers les commissaires de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale autres que les agents commissionnés au grade de commissaire et nommés dans cette fonction, le premier moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne la différence de traitement entre les brevetés sous-officiers supérieurs et les brevetés 2D et entre les brevetés sous-officiers supérieurs et les brevetés de la police communale (articles 8 et 9, § 2, alinéa 2, et § 3)*

B.15. Dans le second moyen, les parties requérantes reprochent à l'article 9, § 2, alinéa 2, de la loi attaquée de faire bénéficier les brevetés sous-officiers supérieurs de l'ex-gendarmerie d'une nomination au grade de commissaire de police au 1<sup>er</sup> janvier 2008 tandis que, conformément à l'article 8 de la même loi, les brevetés 2D issus de la police judiciaire ne pourront être nommés au même grade qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2009. Elles dénoncent aussi le fait qu'aucun mécanisme de nomination par promotion n'est prévu pour les brevetés officiers de la police communale par aucune des deux dispositions précitées, ni aucune autre disposition de la loi.

B.16. L'article 8 attaqué, qui a inséré un nouveau paragraphe 2/1 dans l'article XII.VII.18 du PJPo, lequel vise les bénéficiaires de la procédure dite du « tapis rouge » applicable au sein de la direction générale de la police judiciaire (DGJ), a fait l'objet du commentaire suivant :

« En vertu de cette nouvelle règle, les 'lauréats 2D', à savoir les membres de l'ancienne PJP qui, avant 2001, bénéficiaient de l'échelle de traitement 2C et insérés, de ce fait, dans l'échelle de traitement M5.2 et qui, de surcroît, sont titulaires du brevet de promotion pour l'échelle de traitement 2D, seront promus commissaires au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Etant donné que les mesures prévues par le présent projet de loi concernent essentiellement les anciens gendarmes à la DGJ, une approche équilibrée nécessite de prendre, dans le cadre du tapis rouge, une disposition spécifique en faveur des lauréats 2D. En effet, il existe une distinction objective entre ces derniers et les autres membres du personnel qui ont été insérés dans l'échelle de traitement M5.2, à savoir le brevet précité, ce qui emporte d'ailleurs qu'ils ne peuvent pratiquement pas être comparés aux autres catégories du personnel.

Cette disposition rencontre d'autant plus les critiques de la Cour Constitutionnelle lorsqu'on la compare avec les dispositions annulées de la loi du 2 juin 2006.

En dehors de la DGJ, aucune condition de proportionnalité ne joue et les 'tapis rouges' seront déjà réalisés en 2011. Au sein de la DGJ, le nombre de personnes qui pourront être promues via ce mécanisme est cependant plafonné respectivement par le nombre d'ex-gendarmes et d'ex-PJP nommés ou commissionnés officiers en 2001.

Le tapis rouge à la DGJ recevra, dès lors, à partir de 2009, une nouvelle bouffée d'oxygène suite à la nomination groupée du reste des lauréats 2D, puisque les plafonds précités en seront légalement augmentés, ce qui aura, pour toutes les personnes concernées de la DGJ, un effet avantageux sur le timing de leur promotion » (*Doc. parl., Chambre, 2008-2009, DOC 52-2193/001, pp. 8-9*).

B.17. Les travaux préparatoires confirment - et le Conseil des ministres ne le conteste pas - que les brevetés sous-officiers supérieurs de l'ex-gendarmerie, les brevetés 2D issus de l'ancienne police judiciaire et les brevetés officiers de la police communale se trouvent dans des situations comparables au regard tant des dispenses de formation que des quotas d'emplois réservés pour la promotion par l'accession au cadre des officiers.

Selon le Conseil des ministres, le traitement plus favorable réservé aux seuls brevetés sous-officiers supérieurs serait justifié par le fait que leur nomination au cadre supérieur résulterait des dispositions du « tapis orange » et non pas de celles du « tapis rouge » réservé aux deux autres catégories de brevetés.

B.18. La loi attaquée n'accorde la possibilité d'être nommé au grade de commissaire de police au 1<sup>er</sup> janvier 2008 qu'aux seuls brevetés sous-officiers supérieurs, à l'exclusion des brevetés 2D issus de la police judiciaire qui ne pourront être nommés à ce grade que le 1<sup>er</sup> janvier 2009. En outre, elle n'accorde aucune possibilité de promotion interne aux brevetés issus de la police communale.

B.19.1. L'article XII.VII.11bis du PJPo dispose :

« Une carrière barémique pour le passage entre l'échelle de traitement M5.2 et l'échelle de traitement M7bis après dix-huit ans d'ancienneté de cadre dans le cadre moyen est instaurée pour les membres du personnel actuels qui, conformément à l'article XII.II.21, alinéa 3, sont insérés dans l'échelle de traitement M5.2 et qui sont titulaires du brevet pour la promotion à l'échelle de traitement 2D visé à l'article 110 de l'arrêté royal du 19 décembre 1997 portant le statut administratif et pécuniaire des membres du personnel de la police judiciaire près les parquets, ou du brevet d'officier de la police communale visé à l'arrêté royal du 12 avril 1965 relatif au brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police ou à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 25 juin 1991 portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d'officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d'aspirant-officier de la police communale, ou du brevet de sous-officier supérieur visé à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjudant de gendarmerie.

Cette échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée lorsque l'évaluation de fonctionnement bisannuelle en vigueur est 'insuffisante' ».

Cette disposition, insérée par l'article 19 de la loi du 3 juillet 2005, a instauré une carrière barémique dans le but de supprimer la discrimination qui avait conduit la Cour à annuler, par l'arrêt n° 102/2003, l'article XII.VII.11 du PJPol « en ce qu'il ne reprend pas le brevet 2D » (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1680/001, p. 18). Cette disposition traite les titulaires d'un brevet 2D et les titulaires du brevet d'officier de la police communale de la même manière que les titulaires d'un brevet d'adjudant visé à l'article 28, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> avril 1996 relatif à l'avancement au grade d'adjudant de gendarmerie.

B.19.2. Compte tenu de la justification donnée dans les travaux préparatoires de l'article 8 attaqué en l'espèce (B.16) et de la marge d'appréciation dont dispose le législateur pour déterminer à quelles conditions il entend organiser une carrière barémique pour les membres du personnel de la police intégrée, la différence établie par les articles 8, § 2/1, et 9, § 3, de la loi attaquée entre les détenteurs d'un brevet 2D et les titulaires d'un brevet de sous-officier supérieur de l'ex-gendarmerie, aux termes de laquelle les premiers ne pourront être nommés commissaires qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2009 alors que les seconds le seront au 1<sup>er</sup> janvier 2008, peut être considérée comme raisonnablement justifiée.

B.20. En ce qu'une différence de traitement est dénoncée entre les détenteurs d'un brevet 2D et les détenteurs d'un brevet de sous-officier supérieur, d'une part, pour lesquels la loi prévoit un mécanisme de nomination par promotion, et les détenteurs d'un brevet d'officier de la police communale, d'autre part, pour lesquels un tel mécanisme n'est pas prévu, la mesure est raisonnablement justifiée par le but particulier de la loi, rappelé en B.8, à savoir l'élimination d'une discrimination constatée par la Cour entre les conditions de nomination des anciens membres de la BSR commissionnés et celles des autres commissionnés au sein de la direction générale de la police judiciaire de la police fédérale.

Par ces motifs,  
la Cour

- annule l'article 9 de la loi du 25 janvier 2010 « modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPol) en ce qui concerne la nomination dans le grade de commissionnement de certains membres du personnel de la direction générale de la police judiciaire » en ce qu'en insérant un article XII.VII.19bis dans l'arrêté royal précité, il refuse le bénéfice du maintien de l'ancienneté pécuniaire (insertion horizontale) aux anciens membres commissionnés de la police judiciaire ou de la police communale qui sont nommés commissaires;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 27 juillet 2011, par le juge J.-P. Moerman, en remplacement du juge J.-P. Snappe, légitimement empêché d'assister au prononcé du présent arrêt.

Le greffier,  
P.-Y. Dutilleux.

Le président f.f.,  
J.-P. Moerman.

## GRONDWETTELIJK HOF

N. 2011 — 2170

[2011/204054]

### Uittreksel uit arrest nr. 140/2011 van 27 juli 2011

Rolnummer 5022

*In zake* : het beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 25 januari 2010 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol) wat betreft de benoeming in de graad van aanstelling van bepaalde personeelsleden van de algemene directie van de gerechtelijke politie », ingesteld door Jacques Stas en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit rechter J.-P. Snappe, waarnemend voorzitter, voorzitter M. Bossuyt, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en F. Daoût, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van rechter J.-P. Snappe,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van het beroep en rechtspleging

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 30 augustus 2010 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 1 september 2010, hebben Jacques Stas, wonende te 5590 Haversin, route de Barvaux 213, Bernard Jeusette, wonende te 4280 Hannuit, rue des Prés 5, Jean-Michel Rocks, wonende te 4802 Heusy, Ningloheid 121, Jean-Marie Hottat, wonende te 1081 Brussel, Handelskantoorstraat 10, Eddy Lebon, wonende te 5000 Beez, rue des Perdrix 15, Yves Dullier, wonende te 6032 Mont-sur-Marchienne, rue Nestor Bal 32, en de vzw « Syndicaat van de Belgische Politie », met maatschappelijke zetel te 1070 Brussel, Geurstraat 23, beroep tot gehele of gedeeltelijke (artikelen 8 en 9) vernietiging ingesteld van de wet van 25 januari 2010 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol) wat betreft de benoeming in de graad van aanstelling van bepaalde personeelsleden van de algemene directie van de gerechtelijke politie » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 maart 2010).

(...)

#### II. In rechte

(...)

#### Ten aanzien van het onderwerp van het beroep en de bestreden bepalingen

B.1.1. Het Hof bepaalt de omvang van een beroep op basis van de uiteenzetting van de middelen vervat in het verzoekschrift tot vernietiging.

B.1.2. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de wet van 25 januari 2010 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol) wat betreft de benoeming in de graad van aanstelling van bepaalde personeelsleden van de algemene directie van de gerechtelijke politie », of op zijn minst van de artikelen 8 en 9 ervan.

Uit het verzoekschrift blijkt dat de twee middelen worden aangevoerd tegen de artikelen 8 en 9 van de voormelde wet.

B.1.3. Het Hof beperkt zijn onderzoek tot de voormelde bepalingen van de wet van 25 januari 2010.

B.2. De artikelen 8 en 9 van de wet van 25 januari 2010 bepalen :

« Art. 8. In artikel XII.VII.18 RPPol wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd, luidende :

' § 2/1. In afwijking van de paragrafen 1 en 2 worden de hoofdinspecteurs van politie die zijn ingeschaald in de loonschaal M5.2 en die houder zijn van het brevet voor de bevordering naar de loonschaal 2D, bedoeld in artikel 110 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten, die op 1 januari 2009 nog niet tot commissaris zijn benoemd, op die datum in die graad bevorderd, voor zover zij geen laatste evaluatie met eindvermelding "onvoldoende" hebben.

In afwijking van paragraaf 2, wordt vanaf 1 januari 2009 de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde proportionaliteit vastgesteld door het aantal van de op die datum in een officiersgraad benoemde en aangestelde personeelsleden van de voormalige gerechtelijke politie bij de parketten in aanmerking te nemen; het in paragraaf 2, derde lid, bedoelde aantal personeelsleden van de voormalige rijkswacht wordt dan proportioneel verhoogd zodat de initiële verhouding ongewijzigd blijft.

Art. 9. In het RPPol wordt een artikel XII.VII.19bis ingevoegd, luidende :

' Art. XII.VII.19bis. § 1. De actuele personeelsleden van het middenkader die op 1 januari 2001 houder zijn van het brevet van de aanvullende gerechtelijke opleiding dat toegang verleende tot de bewakings- en opsporingsbrigades van de rijkswacht, die vanaf die datum ononderbroken zijn aangewezen voor een betrekking van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie, die er gedurende minstens vijf jaar zijn aangesteld tot de graad van commissaris en die geen laatste evaluatie met eindvermelding "onvoldoende" hebben, voor zover zij ten tijde van die aanstelling benoemd waren in de graad van hoofdinspecteur, kunnen worden bevorderd door overgang naar het officierenkader mits zij een bijzondere opleiding voor de overgang naar het officierenkader volgen.

§ 2. Het programma van de in paragraaf 1 bedoelde opleiding wordt bepaald door de Koning. Zij bedraagt niet minder dan 210 uren en wordt gespreid over maximaal twee jaar.

De toelating tot de eerste vijf opleidingsessies wordt vastgesteld door de in paragraaf 1 bedoelde personeelsleden die niet onder het toepassingsgebied van artikel XII.VII.18 vallen en die reeds vóór de aanvang van de eerste opleidingsessie beantwoorden aan de overige voorwaarden, in te delen in vijf gelijke groepen in dalende volgorde van kaderanciënniteit, met voorrang evenwel voor de houders van het brevet van hoofdonderofficier bij de rijkswacht en, vervolgens, voor hen die een door de minister bepaald gezagsambt bekleeden.

De in paragraaf 1 bedoelde personeelsleden die onder het toepassingsgebied van artikel XII.VII.18 vallen en die reeds vóór de aanvang van de eerste opleidingsessie aan de overige voorwaarden voldoen, worden toegelaten tot de opleidingsessie van hun keuze.

De andere in paragraaf 1 bedoelde personeelsleden worden toegelaten tot de opleidingsessie die volgt op de dag waarop zij aan de overige voorwaarden beantwoorden en ten vroegste in 2011.

Personeelsleden wiens [lees : wier] laatste evaluatie de eindvermelding "onvoldoende" draagt, worden niet toegelaten tot de opleiding.

§ 3. De in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde personeelsleden van de eerste groep die aan alle voorwaarden ter zake beantwoorden, worden bevorderd op 1 januari 2008; de anderen worden bevorderd op 1 januari van het jaar dat volgt op dat waarin zij de opleiding hebben voltooid.

Bij de benoeming in de graad van commissaris wordt hun de loonschaal O2 toegekend met loonschaalanciënniteit nul.

De krachtens paragraaf 1 bevorderde personeelsleden worden gedurende vijf jaar vanaf de bevordering uitgesloten van de mobiliteit voor andere betrekkingen dan die in de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie.

Deze bevorderingen worden niet aangerekend op de aanwervingen van officieren. ' ».

*Ten aanzien van het belang*

B.3.1. De Ministerraad betwist het belang om in rechte te treden van de verzoekende partijen, op wie de bestreden bepalingen niet van toepassing zouden zijn, aangezien de bepalingen die op hen betrekking zouden hebben, vervat zouden zijn in de wet van 3 juli 2005 « tot wijziging van bepaalde aspecten van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse bepalingen met betrekking tot de politiediensten ». De zevende verzoekende partij zou niet aantonen in welk opzicht die maatregelen rechtstreekse en ongunstige gevolgen zouden kunnen hebben voor een van haar leden.

B.3.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.3.3. De verzoekende partijen doen in hoofdzaak gelden dat zij niet over dezelfde voordelen beschikken als die welke bij de bestreden artikelen 8 en 9 van de wet van 25 januari 2010 zijn toegekend. Zo verleent artikel 9 een benoeming door overgang naar de hogere graad met horizontale inschaling, dat wil zeggen zonder verlies van anciënniteit, uitsluitend aan de leden van de voormalige bijzondere opsporingsbrigades (BOB), inspecteurs van politie, aangesteld in de graad van commissaris. De eerste zes verzoekers daarentegen zijn allen eveneens benoemd in de hoedanigheid van commissaris van politie, maar volgens de zogenaamde driestappenmethode (rode loper), waarin is voorzien in artikel XII.XI.17, § 2, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol), dat wil zeggen met een herberekening van de geldelijke anciënniteit. Artikel 8 staat de benoeming in de graad van commissaris van politie voor de verzoekende partijen pas toe op 1 januari 2009, in tegenstelling met artikel 9, dat de benoeming voor de voormalige leden van de BOB toestaat op 1 januari 2008.

Wanneer wetsbepalingen de situatie van een categorie van personen regelen, kunnen degenen die ten aanzien van die categorie van het voordeel van die bepalingen verstoken blijven, daarin een belang vinden dat voldoende rechtstreeks is om de bepalingen aan te vechten. Opdat de verzoekende partijen van het vereiste belang doen blijken, is overigens niet vereist dat een eventuele vernietiging hun een onmiddellijk voordeel zou opleveren. De omstandigheid dat de verzoekende partijen, als gevolg van de vernietiging van de bestreden bepalingen, opnieuw een kans zouden krijgen dat hun situatie in gunstigere zin wordt geregeld, volstaat om hun belang bij het bestrijden van die bepalingen te verantwoorden.

B.3.4. Aangezien het beroep ontvankelijk is ten aanzien van de eerste zes verzoekende partijen, moet het Hof niet onderzoeken of het dat ook is ten aanzien van de zevende verzoekende partij.

B.3.5. De exceptie wordt verworpen.

*Ten gronde*

*Wat het behoud van de geldelijke anciënniteit betreft (artikel 9, § 1)*

B.4. In het eerste middel verwijten de verzoekende partijen artikel 9 van de bestreden wet dat het een artikel XII.VII.19bis heeft ingevoegd in titel XI van deel II van het RPPol, in plaats van er een artikel tussen de artikelen 16 tot 18 van diezelfde titel van te maken, zodat zij, als commissaris van politie van de federale politie, in die functie benoemd terwijl ze ofwel van de voormalige gemeentepolitie ofwel van de voormalige gerechtelijke politie afkomstig zijn, het slachtoffer zijn van een onverantwoord verschil in behandeling ten aanzien van de artikelen 10, 11

en 23 van de Grondwet. Die bepaling, die op hen niet van toepassing is, en in het bijzonder paragraaf 1 ervan, kent aan de voormalige houders van een BOB-brevet het recht toe om tot commissaris van politie van de federale politie te worden benoemd na gedurende vijf jaar in die functie te zijn aangesteld met het voordeel van een horizontale inschaling, dat wil zeggen met het voordeel van de geldelijke anciënniteit, wat niet het geval is voor de verzoekende partijen, die in dezelfde graad zijn benoemd en op wie, overeenkomstig artikel XII.XI.18, § 2, van het RPPol, het mechanisme van inschaling in drie stappen wordt toegepast waarin is voorzien in artikel XII.XI.17, § 2, tweede lid, van het RPPol.

De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepaling als dusdanig niet dat zij artikel 3 van de wet van 2 juni 2006 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten wat betreft de benoeming in de graad van aanstelling van bepaalde personeelsleden van de algemene directie van de gerechtelijke politie », een artikel dat het Hof heeft vernietigd bij zijn arrest nr. 94/2008 van 26 juni 2008, heeft « herhaald », maar dat zij die bepaling in het RPPol heeft ingevoegd op een plaats waardoor alleen de voormalige leden van de BOB het aanvullende voordeel kunnen genieten dat het voorrecht van de horizontale inschaling vormt.

B.5. Volgens de parlementaire voorbereiding heeft de wetgever, door de wet van 25 januari 2010 aan te nemen, gevolg willen geven aan het voormelde arrest nr. 94/2008 van het Hof.

Bij dat arrest heeft het Hof de artikelen 2 en 3 van de voormelde wet van 2 juni 2006 vernietigd « in zoverre zij, door het invoegen van de artikelen XII.VII.15*quater* en XII.VII.16*quinquies* in het voormelde koninklijk besluit van 30 maart 2001, het voordeel van de bevordering door overgang weigeren aan de aangestelde hoofdinspecteurs en commissarissen van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie die, terwijl ze voldoen aan de andere in die bepalingen gestelde voorwaarden, geen houder zijn van het brevet van de aanvullende gerechtelijke opleiding dat toegang verleende tot de bewakings- en opsporingsbrigades van de rijkswacht ».

B.6. In zijn arrest nr. 94/2008 heeft het Hof in herinnering gebracht :

« De tot dan bestaande, als ' niet ideaal ' omschreven situatie binnen de algemene directie van de gerechtelijke politie [...] vloede voort uit het feit dat die directie werd opgericht door samenvoeging van alle leden van de gewezen gerechtelijke politie en alle leden van de bewakings- en opsporingsbrigades van de vroegere rijkswacht. De personeelsstructuren van die beide vroegere korpsen en eenheden waren evenwel radicaal verschillend. Beide gewezen entiteiten zouden echter binnen de algemene directie worden samengevoegd en hun leden zouden dezelfde opdrachten vervullen » (B.7).

B.7. De aanneming van regels die ertoe strekken in een eenheidspolitie personeelsleden te integreren die afkomstig zijn van drie politiekorpsen waarbij die korpsen, wegens de specifieke opdrachten waarvoor ze instonden, aan verschillende statuten waren onderworpen, impliceert dat aan de wetgever een voldoende beoordelingsmarge wordt gelaten, opdat een hervorming van een dergelijke omvang kan slagen. Zulks geldt evenzeer wanneer, zoals te dezen, de wetgever in die aangelegenheid opnieuw optreedt.

Hoewel het niet aan het Hof staat zijn beoordeling in de plaats te stellen van die van de wetgever, is het, daarentegen, ertoe gemachtigd te onderzoeken of de wetgever maatregelen heeft genomen die redelijkerwijze verantwoord zijn ten aanzien van de door hem nagestreefde doelstellingen.

Bij dat onderzoek dient er mee rekening te worden gehouden dat het te dezen gaat om een bijzonder complexe aangelegenheid waarbij een regel die betrekking heeft op sommige aspecten ervan en die door bepaalde categorieën van personeelsleden als discriminerend kan worden ervaren, deel uitmaakt van een algehele regeling die tot doel heeft drie politiekorpsen die elk hun eigen kenmerken hadden, te integreren. Hoewel sommige onderdelen van zulk een regeling, afzonderlijk beschouwd, relatief minder gunstig kunnen zijn voor bepaalde categorieën van personeelsleden, zijn zij daarom nog niet noodzakelijk zonder redelijke verantwoording indien die regeling in haar geheel wordt onderzocht. Het Hof dient rekening te houden met het feit dat een vernietiging van bepaalde onderdelen van een dergelijke regeling het algehele evenwicht ervan zou kunnen verstoren.

B.8. De met de bestreden wet nagestreefde doelstelling wordt uitgelegd in de memorie van toelichting :

« Met zijn arrest 94/2008 van 26 juni 2008 heeft het Grondwettelijk Hof de artikelen 2 en 3 van de wet van 2 juni 2006 tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, wat betreft de benoeming in de graad van aanstelling van bepaalde personeelsleden van de algemene directie van de gerechtelijke politie van de federale politie (DGJ), vernietigd.

Het Hof stelt dat het benoemingsconcept zoals opgenomen in de wet van 2 juni 2006 op zich als wettig kan worden beschouwd maar meent desalniettemin dat het discriminatoir is de aangestelde ex-BOB'ers te benoemen en de andere aangestelden binnen DGJ, zijnde niet ex-BOB'ers, niet te benoemen, terwijl die benoeming kan worden beschouwd als een belangrijk en substantieel voordeel.

Dit ontwerp heeft tot doel die discriminatie weg te werken, namelijk door te voorzien in een benoeming voor alle in een hogere graad aangestelden, weliswaar niet noodzakelijkerwijze via dezelfde modaliteiten, die evenwel redelijk te verantwoorden zijn, zoals hierna zal blijken.

Het eerste uitgangspunt daarbij is het herstel van de benoemingsregels voor de ex-BOB'ers zoals vervat in voormelde wet van 2 juni 2006. Die worden in identieke bewoordingen hersteld. De inschalingswijze in het officierenkader wordt daarbij geëxpliciteerd. Het is steeds de bedoeling geweest die categorie te beschouwen als een soort van sociale promotie (zie de toelichting bij het toenmalige wetsvoorstel : ' Het mag niet om een automatisme gaan. De voorwaarden die toelating geven tot de benoeming kunnen vergeleken worden met het af te leggen parcours om dergelijke benoeming te bekomen ingevolge de normale procedure van interne bevordering. Door het vereisen van het brevet dat toegang verschafte tot de BOB, een voorafgaandelijke aanstelling, de uitoefening van de functie gedurende minimum 5 jaar en een aanvullende opleiding kan in onderhavig geval gesteld worden dat de laureaten van dit parcours *ad hoc* aan de vereisten hebben voldaan die volstrekt vergelijkbaar zijn met deze normale procedure. ') Dit alles dus met een bijzondere inschaling tot gevolg. Het wetsvoorstel van 2006 bleef evenwel ter zake technisch gezien wat in gebreke voor wat de officieren betreft. Daaraan wordt nu verholpen, zoals nader toegelicht in de bespreking van artikel 8.

Het tweede uitgangspunt is dat de aangestelde niet-BOB'ers ook benoemd worden. Daarmee wordt tegemoet gekomen aan de kritiek van het Hof door hen ook het belangrijk en substantieel voordeel van de benoeming toe te kennen. Dit neemt niet weg dat hun parcours toch in niet onbelangrijke mate verschilt van dat van hun collega's van de ex-BOB. Het gaat hier immers om leden van de rijkswacht die reeds de bekwaamheden van de basisopleiding binnen de rijkswacht hadden verworven en die, alvorens het BOB-brevet te kunnen behalen, eerst dienden te slagen voor een kennistest en vervolgens met succes een bijzondere opleiding dienden te volgen, wat niet of in mindere mate het geval was voor andere personeelsleden. Door het vereisen van het brevet dat toegang verschafte tot de BOB, een voorafgaandelijke aanstelling, de uitoefening van de functie gedurende minimum 5 jaar en een aanvullende opleiding kan in onderhavig geval gesteld worden dat de laureaten van dit parcours *ad hoc* aan de vereisten hebben voldaan die vergelijkbaar zijn met de normale procedure. Daarom worden de aangestelde niet-BOB'ers aansluitend op

hun collega's ex-BOB benoemd. Hen wordt geen bijkomende opleiding opgelegd, noch een extra verplichte aanwezigheidsstermijn van 5 jaar na benoeming. Daartegenover staat dan, wat de inschaling in het officierenkader betreft, een klassieke driestappenmethode. Die objectieve verschillen inzake parcours en modaliteiten rechtvaardigen een verschil in timing en inschaling en bieden een antwoord op de opmerking van de Raad van State dienaangaande » (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, DOC 52-2193/001, pp. 4-5).

B.9. Zoals daarin was voorzien bij artikel 3 van de voormelde wet van 2 juni 2006, beoogt artikel 9 van de bestreden wet - dat artikel XII.VII.16*quinquies* van het RPPol integraal overneemt - de gerezen spanningen tussen de benoemde commissarissen en de aangestelde commissarissen die beschikken over het brevet van de aanvullende gerechtelijke opleiding dat toegang verleende tot de bewakings- en opsporingsbrigades van de vroegere rijkswacht, weg te werken.

De bestreden maatregel berust op een objectief criterium, namelijk de aard van de in aanmerking genomen opleiding of van het in aanmerking genomen brevet, en is relevant om het beoogde doel te bereiken.

B.10. Het Hof dient nog na te gaan of de maatregel onevenredige gevolgen heeft.

Het is onmiskenbaar dat het voordeel dat door artikel 9 van de bestreden wet alleen wordt verleend aan de categorie van de commissarissen van politie kan worden beschouwd als een belangrijk en substantieel voordeel, vermits zij, zonder enige kwantitatieve beperking in de toegang tot de betrokken ambten, alle statutaire en pecuniaire voordelen, inclusief op het vlak van berekening van anciënniteit, genieten van de graad waarin zij voordien waren aangesteld, met mogelijkheid van onbeperkte mobiliteit na vijf jaar, terwijl het ontbreken van die voordelen de evenredigheid verantwoordde van de maatregel van de aanstelling in de hogere graad, die door het Hof werd beoordeeld in de arresten nrs. 102/2003 en 94/2008.

B.11.1. Door het bestreden artikel 9 in te voegen als een artikel XII.VII.19*bis*, doet de wet van 25 januari 2010 die bepaling ontsnappen aan het toepassingsgebied van artikel XII.VII.18, § 2, van het RPPol, dat van toepassing is op de voormalige leden van de gerechtelijke politie of van de gemeentepolitie, die, wanneer zij tot commissaris worden benoemd, dat worden volgens de zogenaamde driestappenmethode, dat wil zeggen zonder het voordeel van de geldelijke anciënniteit. De bestreden bepaling, en in het bijzonder paragraaf 1 ervan, behoudt aldus het voordeel van een benoeming in de hoedanigheid van commissaris met horizontale inschaling, dat wil zeggen zonder verlies van de geldelijke anciënniteit, uitsluitend voor aan de categorie van de aangestelde commissarissen die voormalige leden zijn van de BOB en houder van een brevet.

B.11.2. Het verschil in behandeling tussen de twee categorieën van personen vermeld in B.9 is in de parlementaire voorbereiding verantwoord door het verschillende professionele parcours van de personen die tot die twee categorieën behoren (B.8).

De bedoeling van de wetgever wordt bevestigd in de bespreking van dat artikel (artikel 8 van het ontwerp), waarin wordt gepreciseerd :

« [...] die bevordering [die van de voormalige leden van de rijkswacht] [wordt] dan ook beschouwd als een variatie op de sociale promotie met een horizontale inschaling, en dus geen klassieke driestappenmethode, tot gevolg. Vandaar dat artikel XII.XI.18, § 2, RPPol, op hen geen toepassing vindt : het nieuw gecreëerde artikel XII.VII.19*bis* valt immers niet onder het toepassingsveld ervan » (*ibid.*, p. 9).

B.12.1. De Ministerraad verantwoordt de maatregel met het feit dat de betrokken personeelsleden een specifieke opleiding hebben genoten en werden ingezet voor onontbeerlijke taken binnen de gerechtelijke zuil van de federale politie. Hij onderstreept ook dat de valorisering niet onvoorwaardelijk is, vermits de betrokkenen niet de eindvermelding « onvoldoende » als laatste evaluatie mogen hebben gekregen.

B.12.2. Zoals het Hof in zijn voormeld arrest nr. 94/2008 reeds had doen opmerken, blijkt uit de door de verzoekende partijen aangebrachte en door de Ministerraad niet betwiste gegevens echter dat de duur van de opleiding die werd genoten door de laatste promotie van houders van het brevet van de aanvullende gerechtelijke opleiding dat toegang verleende tot de bewakings- en opsporingsbrigades van de rijkswacht en de ervaring die door hen al dan niet werd opgedaan in het operationele kader ervan en die werd opgedaan vóór de aanwijzing voor de bedoelde betrekking, zeer verscheiden konden zijn. Die opleiding en de specifieke aard van de opdrachten die de bevoordeelde categorie van personeelsleden vervult, zijn niet van dien aard dat het voordeel van de bevordering door overgang met horizontale inschaling bedoeld in artikel 9 van de bestreden wet, ongeacht de duurtijd van hun opleiding en ongeacht de uitgeoefende taken die alle even essentieel zijn voor de werking van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie, niet kan worden toegekend aan de aangestelde commissarissen die onder die algemene directie vallen en die, terwijl ze voldoen aan de andere in de bestreden bepalingen gestelde voorwaarden, geen houder zijn van het voormelde brevet.

Door aldus binnen de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie een nieuw verschil in behandeling in te voeren tussen, enerzijds, de leden die aangesteld zijn in de graad van commissaris en die voormalige leden van de gerechtelijke politie of van de plaatselijke politie zijn en, anderzijds, de leden die aangesteld zijn in de graad van commissaris en die houder zijn van het brevet van de aanvullende opleiding dat toegang verleende tot de bewakings- en opsporingsbrigades van de rijkswacht, heeft de wetgever op discriminerende wijze afbreuk gedaan aan de rechten van de eerste geciteerde categorie van personen. Dat verschil in behandeling is bovendien niet relevant in het licht van de in B.9 in herinnering gebrachte doelstelling die erin bestaat de gerezen spanningen tussen de benoemde commissarissen en de aangestelde commissarissen weg te werken.

B.13. In zoverre een verschil in behandeling wordt aangeklaagd tussen de aangestelde voormalige leden van de gerechtelijke politie of van de gemeentepolitie die tot commissaris worden benoemd met verlies van het voordeel van de geldelijke anciënniteit en de aangestelde voormalige leden van de BOB die worden benoemd met het voordeel van een horizontale inschaling, is het eerste middel gegrond.

B.14. De eerste zes verzoekers zijn benoemd in de graad van commissaris krachtens andere bepalingen dan die met betrekking tot de aanstelling (artikelen XII.VII.23, 24 en 26 van het RPPol). Voorts gaan zij ervan uit dat het voordeel van de horizontale inschaling dat uitsluitend is toegekend aan de voormalige brevethouders van de rijkswacht onevenredig zou zijn, terwijl alle andere in het kader van de hervorming verrichte benoemingen in de graad van commissaris, in het bijzonder die welke zijn verricht via de procedure van de zogenaamde « rode loper », zijn gebeurd volgens de zogenaamde driestappenmethode.

Rekening houdend met wat in B.7 in herinnering is gebracht en met het feit dat de tijdelijke benoemingsprocedures waarin de politiehervorming voorziet, elk hun eigen logica hebben in het met die hervorming nagestreefde algemene evenwicht, is niet vereist dat alle betrokken personen op precies dezelfde wijze worden behandeld.

Bovendien heeft het Hof in zijn arrest nr. 102/2003 geoordeeld :

« Naast het feit dat de methode van inschaling in de nieuwe loonschalen die de wetgever heeft willen toepassen voor de officieren, niet onredelijk blijkt, heeft zij voor de verzoeker tot gevolg dat hem een gunstiger loon wordt toegekend dan datgene waarop hij aanspraak kon maken met toepassing [van] zijn vroeger statuut. Bovendien heeft de verzoeker nog bevorderingskansen die hij niet kon genieten in zijn vroeger statuut » (B.38.4).

Daaruit volgt dat de maatregel niet onevenredig is.



In zoverre een verschil in behandeling wordt aangeklaagd ten aanzien van de commissarissen van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie die geen ambtenaren zijn die in de graad van commissaris aangesteld en in die functie benoemd zijn, is het eerste middel niet gegrond.

*Wat het verschil in behandeling betreft tussen de houders van een brevet van hoofdonderofficier en de houders van een brevet 2D en tussen de houders van een brevet van hoofdonderofficier en de brevethouders van de gemeentepolitie (artikelen 8 en 9, § 2, tweede lid, en § 3)*

B.15. In het tweede middel verwijten de verzoekende partijen artikel 9, § 2, tweede lid, van de bestreden wet dat het de houders van een brevet van hoofdonderofficier bij de voormalige rijkswacht op 1 januari 2008 een benoeming in de graad van commissaris van politie laat genieten terwijl, overeenkomstig artikel 8 van dezelfde wet, de houders van een brevet 2D die afkomstig zijn van de gerechtelijke politie pas op 1 januari 2009 in dezelfde graad zullen kunnen worden benoemd. Zij klagen ook het feit aan dat in geen van beide voormelde bepalingen, noch in enige andere bepaling van de wet, in een mechanisme van benoeming door bevordering is voorzien voor de houders van een brevet van officier van de gemeentepolitie.

B.16. Het bestreden artikel 8, dat een nieuwe paragraaf 2/1 heeft ingevoegd in artikel XII.VII.18 van het RPPol, dat de begunstigen van de procedure van de zogenaamde « rode loper » van toepassing bij de algemene directie van de gerechtelijke politie (DGJ) beoogt, heeft het voorwerp uitgemaakt van de volgende bespreking :

« Krachtens deze nieuwe regel zullen de ' laureaten 2D ', zijnde leden van de voormalige GPP die vóór 2001 de loonschaal 2C genoten en derhalve zijn ingeschaald in de loonschaal M5.2 en die daarenboven houder zijn van het brevet voor de bevordering naar de loonschaal 2D, uiterlijk op 1 januari 2009 tot commissaris worden bevorderd.

Gelet op het feit dat de in dit wetsontwerp voorziene maatregelen in DGJ voornamelijk gewezen rijkswachters betreffen - om tegemoet te komen aan de kritiek van het Hof geldt dit nog des te meer in vergelijking met de vernietigde bepalingen van de wet van 2 juni 2006 - gebiedt een evenwichtige benadering om, in het raam van de rode loper, een bijzondere maatregel ten gunste van de laureaten 2D te nemen. Er bestaat immers een objectief onderscheid tussen hen en de andere personeelsleden die in de loonschaal M5.2 zijn ingeschaald, met name het voormelde brevet, wat trouwens maakt dat zij nauwelijks met andere personeelscategorieën kunnen worden vergeleken.

Buiten DGJ spelen geen proportionaliteitsvoorwaarden en zal de ' rode loper ' reeds in 2011 zijn afgerond. In DGJ zijn de aantallen die via dit mechanisme kunnen worden bevorderd, evenwel geplafonneerd op de respectieve aantallen tot officier benoemde of aangestelde ex-rijkswachters en ex-GPP'ers in 2001.

Door de eenmalige benoeming van de resterende laureaten 2D, zal de rode loper in DGJ vanaf 2009 derhalve extra zuurstof krijgen, vermits de voornoemde plafonds daardoor wettelijk worden verhoogd, wat voor alle betrokkenen in DGJ een gunstig effect zal hebben op de timing van hun bevordering » (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, DOC 52-2193/001, pp. 8-9).

B.17. In de parlementaire voorbereiding wordt bevestigd - en de Ministerraad betwist dat niet - dat de houders van het brevet van hoofdonderofficier bij de voormalige rijkswacht, de houders van het brevet 2D die afkomstig zijn van de voormalige gerechtelijke politie en de houders van het brevet van officier van de gemeentepolitie zich in vergelijkbare situaties bevinden, zowel in het licht van de vrijstellingen van opleiding als in het licht van de quota van betrekkingen voorbehouden voor de bevordering door overgang naar het officierskader.

Volgens de Ministerraad zou de gunstigere behandeling die uitsluitend is voorbehouden aan de houders van een brevet van hoofdonderofficier verantwoord zijn door het feit dat hun benoeming in het hogere kader het gevolg zou zijn van de bepalingen van de « oranje loper » en niet van de bepalingen van de « rode loper », die is voorbehouden aan de twee andere categorieën van brevethouders.

B.18. De bestreden wet kent de mogelijkheid om op 1 januari 2008 te worden benoemd in de graad van commissaris van politie slechts toe aan de houders van een brevet van hoofdonderofficier alleen, met uitsluiting van de houders van een brevet 2D, die afkomstig zijn van de gerechtelijke politie en die pas op 1 januari 2009 in die graad zullen kunnen worden benoemd. Bovendien kent zij geen enkele interne bevorderingsmogelijkheid toe aan de brevethouders die afkomstig zijn van de gemeentepolitie.

B.19.1. Artikel XII.VII.11bis van het RPPol bepaalt :

« Er wordt voor de actuele personeelsleden die overeenkomstig artikel XII.II.21, derde lid, zijn ingeschaald in de loonschaal M5.2 en die houder zijn van het brevet voor de bevordering naar de loonschaal 2D, bedoeld in artikel 110 van het koninklijk besluit van 19 december 1997 houdende de administratieve rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de personeelsleden van de gerechtelijke politie bij de parketten, of van het brevet van officier van de gemeentepolitie bedoeld in het koninklijk besluit van 12 april 1965 betreffende het brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie of in artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 juni 1991 houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graad van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie, of van het brevet van hoofdonderofficier bedoeld in artikel 28, § 1, van het koninklijk besluit van 1 april 1996 betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht, een baremische loopbaan ingesteld voor de overgang tussen de loonschaal M5.2 en de loonschaal M7bis na achttien jaar kaderanciënniteit in het middenkader.

Deze hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegekend indien de geldende tweejaarlijkse functioneringsevaluatie ' onvoldoende ' is ».

Die bepaling, ingevoegd bij artikel 19 van de wet van 3 juli 2005, heeft een baremische loopbaan ingesteld met het doel de discriminatie op te heffen die het Hof ertoe had gebracht om, bij het arrest nr. 102/2003, artikel XII.VII.11 van het RPPol te vernietigen « in zoverre het het brevet 2D niet overneemt » (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1680/001, p. 18). Die bepaling behandelt de houders van een brevet 2D en de houders van het brevet van officier van de gemeentepolitie op dezelfde wijze als de houders van een brevet van adjudant bedoeld in artikel 28, § 1, van het koninklijk besluit van 1 april 1996 betreffende de bevordering tot de graad van adjudant bij de rijkswacht.

B.19.2. Rekening houdend met de verantwoording die wordt gegeven in de parlementaire voorbereiding van het te dezen bestreden artikel 8 (B.16) en met de ruime beoordelingsmarge waarover de wetgever beschikt om te bepalen onder welke voorwaarden hij een baremische loopbaan wil organiseren voor de personeelsleden van de geïntegreerde politie, kan het verschil dat bij de artikelen 8, § 2/1, en 9, § 3, van de bestreden wet wordt ingesteld tussen de houders van een brevet 2D en de houders van een brevet van hoofdonderofficier bij de voormalige rijkswacht, luidens welke de eersten pas op 1 januari 2009 tot commissaris zullen kunnen worden benoemd, terwijl de tweeden dat op 1 januari 2008 zullen worden, redelijk verantwoord worden geacht.

B.20. In zoverre een verschil in behandeling wordt aangeklaagd tussen de houders van een brevet 2D en de houders van een brevet van hoofdonderofficier, voor wie de wet voorziet in een mechanisme van benoeming door bevordering, enerzijds, en de houders van een brevet van officier van de gemeentepolitie, voor wie niet in een dergelijk mechanisme is voorzien, anderzijds, dient te worden vastgesteld dat de maatregel redelijk verantwoord is wegens het in B.8 in herinnering gebrachte bijzondere doel van de wet dat wordt nagestreefd, namelijk de opheffing van een door het Hof vastgestelde discriminatie tussen de benoemingsvoorwaarden van de aangestelde voormalige leden van de BOB en die van de andere aangestelden binnen de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie.

Om die redenen,  
het Hof

- vernietigt artikel 9 van de wet van 25 januari 2010 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol) wat betreft de benoeming in de graad van aanstelling van bepaalde personeelsleden van de algemene directie van de gerechtelijke politie », in zoverre het, door een artikel XII.VII.19bis in te voegen in het voormelde koninklijk besluit, het voordeel van het behoud van de geldelijke anciënniteit (horizontale inschaling) weigert aan de voormalige aangestelde leden van de gerechtelijke politie of van de gemeentepolitie die tot commissaris worden benoemd;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 27 juli 2011, door rechter J.-P. Moerman, ter vervanging van rechter J.-P. Snappe, wettig verhinderd zijnde de uitspraak van dit arrest bij te wonen.

De griffier,  
P.-Y. Dutilleux.

De wnd. voorzitter,  
J.-P. Moerman.

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2011 — 2170

[2011/204054]

### Auszug aus dem Urteil Nr. 140/2011 vom 27. Juli 2011

Geschäftsverzeichnisnummer 5022

*In Sachen:* Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 25. Januar 2010 «zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste (RSPol) hinsichtlich der Ernennung bestimmter Personalmitglieder der Generaldirektion der Gerichtspolizei in den Dienstgrad, in den sie eingesetzt worden sind», erhoben von Jacques Stas und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus dem Richter und stellvertretenden Vorsitzenden J.-P. Snappe, dem Vorsitzenden M. Bossuyt, und den Richtern E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul und F. Daoût, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Richters J.-P. Snappe,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 30. August 2010 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 1. September 2010 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Jacques Stas, wohnhaft in 5590 Haversin, route de Barvaux 213, Bernard Jeusette, wohnhaft in 4280 Hannut, rue des Prés 5, Jean-Michel Rocks, wohnhaft in 4802 Heusy, Ningloheid 121, Jean-Marie Hottat, wohnhaft in 1081 Brüssel, rue du Comptoir 10, Eddy Lebon, wohnhaft in 5000 Beez, rue des Perdrix 15, Yves Dullier, wohnhaft in 6032 Mont-sur-Marchienne, rue Nestor Bal 32, und die VoG «Gewerkschaft der belgischen Polizei», mit Vereinigungssitz in 1070 Brüssel, rue des Parfums 23, Klage auf völlige oder teilweise (Artikel 8 und 9) Nichtigerklärung des Gesetzes vom 25. Januar 2010 «zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste (RSPol) hinsichtlich der Ernennung bestimmter Personalmitglieder der Generaldirektion der Gerichtspolizei in den Dienstgrad, in den sie eingesetzt worden sind» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 3. März 2010).

(...)

#### II. In rechtlicher Beziehung

(...)

#### In Bezug auf den Gegenstand der Klage und die angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Der Hof bestimmt den Umfang einer Klage aufgrund der in der Nichtigkeitsklageschrift enthaltenen Darlegung der Klagegründe.

B.1.2. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung des Gesetzes vom 25. Januar 2010 «zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste (RSPol) hinsichtlich der Ernennung bestimmter Personalmitglieder der Generaldirektion der Gerichtspolizei in den Dienstgrad, in den sie eingesetzt worden sind», oder wenigstens seiner Artikel 8 und 9.

Aus der Klageschrift geht hervor, dass die beiden Klagegründe gegen die Artikel 8 und 9 des vorerwähnten Gesetzes gerichtet sind.

B.1.3. Der Hof beschränkt seine Prüfung auf die vorerwähnten Bestimmungen des Gesetzes vom 25. Januar 2010.

B.2. Die Artikel 8 und 9 des Gesetzes vom 25. Januar 2010 bestimmen:

«Art. 8. In Artikel XII.VII.18 RSPol wird ein Paragraph 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

’ § 2/1. In Abweichung von den Paragraphen 1 und 2 werden die Polizeihauptinspektoren, die in der Gehaltstabelle M5.2 eingestuft sind und Inhaber des Brevets für die Beförderung in die Gehaltstabelle 2D sind, das in Artikel 110 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1997 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Personalmitglieder der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften erwähnt ist, die am 1. Januar 2009 noch nicht zum Kommissar ernannt worden sind, an diesem Datum in diesen Dienstgrad befördert, sofern sie bei der letzten Bewertung nicht die Endnote “ ungenügend ” erhalten haben.

In Abweichung von § 2 wird ab 1. Januar 2009 das in § 2 Absatz 1 erwähnte proportionale Verhältnis unter Berücksichtigung der Anzahl Personalmitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften, die an diesem Datum im Offiziersdienstgrad ernannt sind und darin eingesetzt worden sind, festgelegt; die Anzahl der in § 2 Absatz 3 erwähnten Personalmitglieder der ehemaligen Gendarmerie wird dann proportional so erhöht, dass das ursprüngliche Verhältnis unverändert bleibt. ’

Art. 9. In den RSPol wird ein Artikel XII.VII.19bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

’ Art. XII.VII.19bis. § 1. Die derzeitigen Personalmitglieder des Kaders des Personals im mittleren Dienst, die am 1. Januar 2001 Inhaber des Brevets für die ergänzende gerichtspolizeiliche Ausbildung, die Zugang zu den Überwachungs- und Fahndungsbrigaden der Gendarmerie gab, sind, die seit diesem Datum ununterbrochen in einer Stelle der Generaldirektion der Gerichtspolizei der föderalen Polizei bestellt sind, die dort seit mindestens fünf Jahren in den Dienstgrad eines Kommissars eingesetzt worden sind und die bei der letzten Bewertung nicht die Endnote “ ungenügend ” erhalten haben, sofern sie zum Zeitpunkt dieser Einsetzung im Dienstgrad eines Hauptinspektors ernannt waren, können durch Aufsteigen in den Offizierskader befördert werden, sofern sie an einer besonderen Ausbildung für das Aufsteigen in den Offizierskader teilnehmen.

§ 2. Das Programm der in § 1 erwähnten Ausbildung wird vom König bestimmt. Sie beträgt mindestens zweihundertzehn Stunden und wird über einen Zeitraum von höchstens zwei Jahren erteilt.

Die Zulassung zu den ersten fünf Ausbildungssitzungen wird festgelegt, indem die in § 1 erwähnten Personalmitglieder, die nicht in den Anwendungsbereich von Artikel XII.VII.18 fallen und die die anderen Bedingungen bereits vor Beginn der ersten Ausbildungssitzung erfüllen, in fünf gleiche Gruppen in abnehmender Reihenfolge des Kaderalters eingeteilt werden, wobei Inhaber des Brevets eines höheren Unteroffiziers der Gendarmerie und anschließend diejenigen, die eine mit der Ausübung einer Gewalt verbundene Stelle, die vom Minister bestimmt worden ist, bekleiden, jedoch Vorrang haben.

Die in § 1 erwähnten Personalmitglieder, die in den Anwendungsbereich von Artikel XII.VII.18 fallen und die die anderen Bedingungen bereits vor Beginn der ersten Ausbildungssitzung erfüllen, werden zur Ausbildungssitzung ihrer Wahl zugelassen.

Die anderen in § 1 erwähnten Personalmitglieder werden zu der Ausbildungssitzung zugelassen, die nach dem Tag, an dem sie die anderen Bedingungen erfüllen, stattfindet, und zwar frühestens 2011.

Personalmitglieder, die bei der letzten Bewertung die Endnote "ungenügend" erhalten haben, werden nicht zu der Ausbildung zugelassen.

§ 3. Die in § 2 Absatz 2 erwähnten Personalmitglieder der ersten Gruppe, die alle diesbezüglichen Bedingungen erfüllen, werden am 1. Januar 2008 befördert; die anderen werden am 1. Januar des Jahres nach demjenigen, in dem sie ihre Ausbildung abgeschlossen haben, befördert.

Bei der Ernennung in den Dienstgrad eines Kommissars erhalten sie die Gehaltstabelle O2 mit einem Dienstalter in der Gehaltstabelle, das gleich null ist.

Die aufgrund von § 1 beförderten Personalmitglieder werden für einen Zeitraum von fünf Jahren ab ihrer Beförderung von der Mobilität für andere Stellen als diejenigen in der Generaldirektion der Gerichtspolizei der föderalen Polizei ausgeschlossen.

Diese Beförderungen werden nicht auf die Bewerbungen von Offizieren angerechnet. '».

*In Bezug auf das Interesse*

B.3.1. Der Ministerrat stellt das Interesse der klagenden Parteien an der Klageerhebung in Abrede; die angefochtenen Bestimmungen seien nicht auf sie anwendbar, denn die für sie geltenden Bestimmungen seien im Gesetz vom 3. Juli 2005 «zur Abänderung bestimmter Aspekte des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen über die Polizeidienste» enthalten. Die siebte klagende Partei lege nicht dar, inwiefern sich diese Maßnahmen direkt und nachteilig auf eines ihrer Mitglieder auswirken könnten.

B.3.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.3.3. Die klagenden Parteien machen hauptsächlich geltend, dass sie nicht über die gleichen Vorteile verfügen würden wie diejenigen, die durch die angefochtenen Artikel 8 und 9 des Gesetzes vom 25. Januar 2010 gewährt würden. So gewähre Artikel 9 eine Ernennung durch Aufsteigen in den höheren Dienstgrad mit horizontaler Einstufung, das heißt ohne Dienstalterverlust, ausschließlich den Mitgliedern der ehemaligen besonderen Fahndungsbrigaden (BSR), die in den Dienstgrad eines Kommissars eingesetzte Polizeinspektoren seien. Die ersten sechs Kläger hingegen seien alle ebenfalls in der Eigenschaft als Polizeikommissar ernannt, jedoch nach der so genannten Dreistufenmethode (roter Teppich), die in Artikel XII.XI.17 § 2 des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste (RSPol) vorgesehen sei, das heißt mit neu berechnetem finanziellem Dienstalter. Artikel 8 ermögliche für die klagenden Parteien die Ernennung in den Dienstgrad eines Polizeikommissars erst zum 1. Januar 2009, im Gegensatz zu Artikel 9, der für die ehemaligen BSR-Mitglieder die Ernennung zum 1. Januar 2008 ermögliche.

Wenn Gesetzesbestimmungen die Situation einer Kategorie von Personen regeln, können diejenigen, die im Gegensatz zu dieser Kategorie nicht in den Genuss dieser Bestimmungen gelangen, ein ausreichend direktes Interesse daran haben, die Bestimmungen anzufechten. Damit die klagenden Parteien das erforderliche Interesse aufweisen, ist es übrigens nicht erforderlich, dass eine etwaige Nichtigkeitsklärung ihnen einen unmittelbaren Vorteil bietet. Der Umstand, dass die klagenden Parteien infolge der Nichtigkeitsklärung der angefochtenen Bestimmungen erneut eine Möglichkeit erhalten würden, dass ihre Lage vorteilhafter geregelt würde, reicht aus, um ihr Interesse an der Anfechtung dieser Bestimmungen zu rechtfertigen.

B.3.4. Da die Klage hinsichtlich der ersten sechs klagenden Parteien zulässig ist, braucht der Hof nicht zu prüfen, ob es auch hinsichtlich der siebten klagenden Partei ist.

B.3.5. Die Einrede wird abgewiesen.

*Zur Hauptsache*

*In Bezug auf die Beibehaltung des finanziellen Dienstalters (Artikel 9 § 1)*

B.4. Im ersten Klagegrund bemängeln die klagenden Parteien, dass Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes in Titel XI von Teil II des RSPol einen Artikel XII.VII.19bis eingefügt habe, anstatt einen Artikel zwischen den Artikeln 16 bis 18 desselben Titels daraus zu machen, so dass sie als Polizeikommissare der föderalen Polizei, die in dieser Funktion ernannt seien, während sie entweder aus der ehemaligen Gemeindepolizei oder aus der ehemaligen Gerichtspolizei kämen, das Opfer eines ungerechtfertigten Behandlungsunterschieds angesichts der Artikel 10, 11 und 23 der Verfassung seien. Diese Bestimmung, die nicht auf sie anwendbar sei, insbesondere ihr Paragraph 1, gewähre den ehemaligen Inhabern eines BSR-Brevets das Recht, zum Polizeikommissar der föderalen Polizei ernannt zu werden, nachdem sie seit fünf Jahren in diese Funktion eingesetzt worden seien, und zwar mit dem Vorteil der horizontalen Einstufung, das heißt mit dem Vorteil des finanziellen Dienstalters, was bei den klagenden Parteien nicht der Fall sei, die in denselben Dienstgrad ernannt worden seien und auf die gemäß Artikel XII.XI.18 § 2 des RSPol der Mechanismus der dreistufigen Einstufung angewandt werde, der in Artikel XII.XI.17 § 2 Absatz 2 des RSPol vorgesehen sei.

Die klagenden Parteien machen der angefochtenen Bestimmung an und für sich nicht zum Vorwurf, dass sie Artikel 3 des Gesetzes vom 2. Juni 2006 «zur Abänderung des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste hinsichtlich der Ernennung bestimmter Personalmitglieder der Generaldirektion der Gerichtspolizei in den Dienstgrad, in den sie eingesetzt worden sind» - einen durch den Hof in seinem Urteil Nr. 94/2008 vom 26. Juni 2008 für nichtig erklärten Artikel - «wiederholt» habe, sondern vielmehr, dass sie diese Bestimmung an einer Stelle in den RSPol eingefügt habe, wo nur die ehemaligen BSR-Mitglieder den zusätzlichen Vorteil, den das Vorrecht der horizontalen Einstufung darstelle, genießen könnten.

B.5. Den Vorarbeiten zufolge hat der Gesetzgeber mit der Annahme des Gesetzes vom 25. Januar 2010 dem vorerwähnten Urteil Nr. 94/2008 des Hofes Folge leisten wollen.

Mit dem besagten Urteil hat der Hof die Artikel 2 und 3 des vorerwähnten Gesetzes vom 2. Juni 2006 für nichtig erklärt, «insofern sie durch die Einfügung der Artikel XII.VII.15<sup>quater</sup> und XII.VII.16<sup>quinquies</sup> in den vorerwähnten königlichen Erlass vom 30. März 2001 den eingesetzten Hauptinspektoren und Kommissaren der Generaldirektion der Gerichtspolizei der föderalen Polizei den Vorteil der Beförderung durch Aufsteigen versagen, die, während sie die weiteren in diesen Bestimmungen festgelegten Bedingungen erfüllen, nicht Inhaber des Brevets für die ergänzende gerichtspolizeiliche Ausbildung, die Zugang zu den Überwachungs- und Fahndungsbrigaden der Gendarmerie gab, sind».

B.6. In seinem Urteil Nr. 94/2008 hat der Hof Folgendes in Erinnerung gerufen:

«Die bis dahin bestehende, als ' nicht ideal ' bezeichnete Situation innerhalb der Generaldirektion der Gerichtspolizei [...] ergab sich aus dem Umstand, dass die Direktion durch die Zusammenlegung aller Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei und aller Mitglieder der Überwachungs- und Fahndungsbrigaden der ehemaligen Gendarmerie geschaffen wurde. Die Personalstrukturen dieser beiden früheren Korps und Einheiten sind jedoch radikal verschieden. Beide ehemaligen Organe sollten jedoch innerhalb der Generaldirektion zusammengefügt werden und ihre Mitglieder sollten die gleichen Aufgaben erfüllen» (B.7).

B.7. Das Annehmen von Regeln, die dazu dienen, in eine Einheitspolizei Personalmitglieder zu integrieren, die aus drei Polizeikorps stammen, wobei für diese Korps wegen ihrer spezifischen Aufträge unterschiedliche Statute galten, setzt voraus, dass dem Gesetzgeber ein ausreichender Beurteilungsspielraum überlassen wird, damit eine Reform von solcher Bedeutung gelingen kann. Dies gilt ebenfalls, wenn der Gesetzgeber, wie im vorliegenden Fall, in dieser Angelegenheit erneut handelt.

Es obliegt dem Hof zwar nicht, eine Beurteilung an Stelle des Gesetzgebers vorzunehmen, doch er ist ermächtigt zu prüfen, ob der Gesetzgeber Maßnahmen ergriffen hat, die vernünftig gerechtfertigt sind hinsichtlich der von ihm verfolgten Zielsetzungen.

Bei dieser Prüfung ist zu berücksichtigen, dass es sich im vorliegenden Fall um eine besonders komplexe Angelegenheit handelt, wobei eine Regel, die sich auf gewisse Aspekte davon bezieht und die bestimmte Kategorien von Personalmitgliedern als diskriminierend empfinden können, Bestandteil einer globalen Regelung ist, die dazu dient, drei Polizeikorps, die jeweils ihre eigenen Merkmale hatten, zu integrieren. Obwohl gewisse Bestandteile einer solchen Regelung einzeln betrachtet relativ weniger vorteilhaft für bestimmte Kategorien von Personalmitgliedern sein können, entbehren sie dennoch nicht notwendigerweise einer vernünftigen Rechtfertigung, wenn diese Regelung insgesamt geprüft wird. Der Hof muss den Umstand berücksichtigen, dass eine Nichtigerklärung bestimmter Teile einer solchen Regelung die globale Ausgewogenheit beeinträchtigen könnte.

B.8. Die mit dem angefochtenen Gesetz verfolgte Zielsetzung wird in der Begründung wie folgt dargelegt:

«Mit seinem Urteil Nr. 94/2008 vom 26. Juni 2008 hat der Verfassungsgerichtshof die Artikel 2 und 3 des Gesetzes vom 2. Juni 2006 zur Abänderung des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste hinsichtlich der Ernennung bestimmter Personalmitglieder der Generaldirektion der Gerichtspolizei in den Dienstgrad, in den sie eingesetzt worden sind (DGJ), für nichtig erklärt.

Der Hof geht davon aus, dass das im Gesetz vom 2. Juni 2006 enthaltene Ernennungskonzept an sich als gesetzmäßig betrachtet werden kann, hält es trotzdem aber für diskriminierend, die eingesetzten ehemaligen BSR-Mitglieder zu ernennen, die anderen innerhalb der DGJ Eingesetzten, die keine ehemaligen BSR-Mitglieder sind, aber nicht zu ernennen, während diese Ernennung als ein bedeutender und wesentlicher Vorteil zu betrachten ist.

Der vorliegende Entwurf hat zum Zweck, diese Diskriminierung zu beseitigen, indem nämlich eine Ernennung für alle in einen höheren Dienstgrad Eingesetzten vorgesehen wird, allerdings nicht unbedingt gemäß denselben Modalitäten, die jedoch vernünftig gerechtfertigt sind, wie aus den folgenden Darlegungen ersichtlich wird.

Der erste Ausgangspunkt dabei ist die Wiedereinführung der Ernennungsregeln für die ehemaligen BSR-Mitglieder, so wie sie im vorerwähnten Gesetz vom 2. Juni 2006 enthalten waren. Sie werden in der gleichen Formulierung wieder aufgenommen. Die Weise der Einstufung in den Offizierskader wird dabei klar zum Ausdruck gebracht. Es ist immer die Absicht gewesen, diese Kategorie wie eine Art sozialen Aufstieg zu betrachten (siehe die Begründung zum damaligen Gesetzesvorschlag: ' Es darf nicht um einen Automatismus gehen. Die Bedingungen, die die Zulassung zur Ernennung ermöglichen, können mit dem Werdegang verglichen werden, der absolviert werden soll, um eine solche Ernennung im normalen Verfahren der internen Beförderung zu erhalten. Indem das Brevet für den Zugang zur BSR, eine vorherige Einsetzung, die Ausübung der Funktion während mindestens fünf Jahren und eine ergänzende Ausbildung vorgeschrieben werden, ist im vorliegenden Fall festzuhalten, dass die Absolventen dieses Ad-hoc-Werdegangs den Anforderungen entsprechen haben, welche mit diesem normalen Verfahren vollkommen vergleichbar sind. '). Dies alles hat also eine besondere Einstufung zur Folge. Der Gesetzesvorschlag von 2006 wies in diesem Zusammenhang jedoch einige technische Mängel auf, was die Offiziere betrifft. Dem wird nunmehr abgeholfen, wie im Kommentar zu Artikel 8 näher erläutert wird.

Der zweite Ausgangspunkt besteht darin, dass die nicht aus der BSR kommenden Eingesetzten auch ernannt werden. Auf diese Weise wird der vom Hof geäußerten Kritik entsprochen, indem auch ihnen der bedeutende und wesentliche Vorteil der Ernennung gewährt wird. Dies ändert nichts daran, dass ihr Werdegang sich dennoch in nicht unerheblichem Maße von demjenigen ihrer Kollegen der ehemaligen BSR unterscheidet. Dabei handelt es sich nämlich um Mitglieder der Gendarmerie, die bereits die Kompetenzen der Grundausbildung innerhalb der Gendarmerie erworben hatten und die vor der Erlangung des BSR-Brevets zunächst eine Kenntnisprüfung bestehen und anschließend eine Sonderausbildung absolvieren mussten, was nicht bzw. in geringerem Maße bei anderen Personalmitgliedern der Fall war. Indem das Brevet für den Zugang zur BSR, eine vorherige Einsetzung, die Ausübung der Funktion während mindestens fünf Jahren und eine ergänzende Ausbildung vorgeschrieben werden, ist im vorliegenden Fall festzuhalten, dass die Absolventen dieses Ad-hoc-Werdegangs den Anforderungen entsprechen haben, welche mit dem normalen Verfahren vergleichbar sind. Deshalb werden die nicht aus der BSR kommenden Eingesetzten im Anschluss an ihre aus der BSR kommenden Kollegen ernannt. Es wird ihnen weder eine zusätzliche Ausbildung, noch eine zusätzliche obligatorische Anwesenheitsfrist von fünf Jahren nach der Ernennung auferlegt. Dafür aber gibt es hinsichtlich der Einstufung in den Offizierskader eine klassische Dreistufenmethode. Diese objektiven Unterschiede in Sachen Werdegang und Modalitäten rechtfertigen einen Unterschied in Sachen Timing und Einstufung und bieten eine Antwort auf die diesbezügliche Bemerkung des Staatsrates» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2008-2009, DOC 52-2193/001, SS. 4-5).

B.9. Wie in Artikel 3 des vorerwähnten Gesetzes vom 2. Juni 2006 vorgesehen ist, bezweckt Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes - der Artikel XII.VII.16<sup>quinquies</sup> des RSPol vollständig übernimmt -, die entstandenen Spannungen zwischen den ernannten Kommissaren und den eingesetzten Kommissaren, die Inhaber des Brevets für die ergänzende gerichtspolizeiliche Ausbildung, die Zugang zu den Überwachungs- und Fahndungsbrigaden der ehemaligen Gendarmerie gab, sind, zu beheben.

Die angefochtene Maßnahme beruht auf einem objektiven Kriterium, nämlich der Art der berücksichtigten Ausbildung oder des berücksichtigten Brevets, und ist sachdienlich, um das verfolgte Ziel zu erreichen.

B.10. Der Hof muss noch prüfen, ob die Maßnahme unverhältnismäßigen Folgen hat.

Es ist offensichtlich, dass der Vorteil, der durch Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes nur der Kategorie der Polizeikommissare gewährt wird, als ein bedeutender und wesentlicher Vorteil angesehen werden kann, da sie ohne irgendeine mengenmäßige Begrenzung des Zugangs zu den betreffenden Ämtern alle statutarischen und finanziellen Vorteile - auch im Bereich der Berechnung des Dienstalters - des Dienstgrades, in den sie zuvor eingesetzt waren, genießen, mit der Möglichkeit der unbegrenzten Mobilität nach fünf Jahren, während das Fehlen dieser Vorteile die Verhältnismäßigkeit der Maßnahme zur Einsetzung in den höheren Dienstgrad, die der Hof in seinen Urteilen Nrn. 102/2003 und 94/2008 beurteilt hat, rechtfertigt.

B.11.1. Indem das Gesetz vom 25. Januar 2010 den angefochtenen Artikel 9 als Artikel XII.VII.19bis einfügt, entzieht es diese Bestimmung dem Anwendungsbereich von Artikel XII.VII.18 § 2 des RSPol, der auf die ehemaligen Mitglieder der Gerichtspolizei oder der Gemeindepolizei anwendbar ist, die bei der Ernennung zum Kommissar gemäß der so genannten Dreistufenmethode ernannt werden, das heißt ohne den Vorteil des finanziellen Dienstalters. Die angefochtene Bestimmung - und insbesondere ihr Paragraph 1 - behält somit den Vorteil einer Ernennung in der Eigenschaft als Kommissar mit horizontaler Einstufung, das heißt ohne Verlust des finanziellen Dienstalters, ausschließlich der Kategorie der eingesetzten Kommissare, die ehemalige Mitglieder der BSR und Inhaber eines Brevets sind, vor.

B.11.2. Der Behandlungsunterschied zwischen den zwei in B.9 erwähnten Personenkategorien wurde in den Vorarbeiten mit dem unterschiedlichen beruflichen Werdegang der Personen, die zu den jeweiligen Kategorien gehören, gerechtfertigt (B.8).

Die vom Gesetzgeber verfolgte Absicht wird in der Erörterung dieses Artikels (Artikel 8 des Entwurfs) bestätigt; darin heißt es:

«[...] diese Beförderung [der ehemaligen Mitglieder der Gendarmerie] gilt somit als eine Variante des sozialen Aufstiegs mit horizontaler Einstufung, also ohne die klassische Dreistufenmethode. Daher ist Artikel XII.XI.18 § 2 des RSPol nicht auf sie anwendbar; der neu geschaffene Artikel XII.VII.19bis fällt nämlich nicht in seinen Anwendungsbereich» (ebenda, S. 9).

B.12.1. Der Ministerrat begründet die Maßnahme damit, dass die betreffenden Personalmitglieder eine spezifische Ausbildung erhalten hätten und für unerlässliche Aufgaben innerhalb des gerichtlichen Pfeilers der föderalen Polizei eingesetzt worden seien. Er hebt auch hervor, dass die Inwertsetzung nicht bedingungslos sei, da die Betroffenen bei der letzten Bewertung nicht die Endnote «ungenügend» erhalten haben dürften.

B.12.2. Wie der Hof in seinem vorerwähnten Urteil Nr. 94/2008 bereits betont hat, geht aus den von den klagenden Parteien angeführten und vom Ministerrat nicht in Frage gestellten Fakten jedoch hervor, dass die Dauer der Ausbildung, an der die letzte Beförderungsguppe von Inhabern des Brevets für die ergänzende gerichtspolizeiliche Ausbildung, die Zugang zu den Überwachungs- und Fahndungsbrigaden der Gendarmerie gab, teilgenommen hat, und die Erfahrung, die sie gegebenenfalls in deren Einsatzkader gesammelt haben und die vor der Bestellung in der betreffenden Stelle erworben wurde, sehr unterschiedlich sein konnten. Diese Ausbildung und die spezifische Beschaffenheit der Aufgaben, die durch die begünstigte Kategorie von Personalmitgliedern ausgeführt werden, sind nicht so beschaffen, dass der Vorteil der Beförderung durch Aufsteigen mit horizontaler Einstufung im Sinne von Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes ungeachtet der Dauer ihrer Ausbildung und ungeachtet der ausgeführten Aufgaben, die allesamt ebenso wesentlich sind für das Funktionieren der Generaldirektion der Gerichtspolizei der föderalen Polizei, nicht den eingesetzten Kommissaren, die dieser Generaldirektion unterstehen und die, während sie die anderen, in den angefochtenen Bestimmungen vorgesehenen Bedingungen erfüllen, nicht im Besitz des vorerwähnten Brevets sind, gewährt werden kann.

Indem der Gesetzgeber somit innerhalb der Generaldirektion der Gerichtspolizei der föderalen Polizei einen neuen Behandlungsunterschied zwischen den in den Dienstgrad eines Kommissars eingesetzten Mitgliedern, die ehemalige Mitglieder der Gerichtspolizei oder der lokalen Polizei sind, einerseits und den in den Dienstgrad eines Kommissars eingesetzten Mitglieder, die Inhaber des Brevets für die ergänzende Ausbildung, die Zugang zu den Überwachungs- und Fahndungsbrigaden der Gendarmerie gab, sind, andererseits eingeführt hat, hat er auf diskriminierende Weise den Rechten der erstgenannten Kategorie von Personen Abbruch getan. Dieser Behandlungsunterschied ist außerdem nicht relevant im Lichte der in B.9 in Erinnerung gerufenen Zielsetzung, die darin besteht, die entstandenen Spannungen zwischen den ernannten Kommissaren und den eingesetzten Kommissaren zu beheben.

B.13. Insofern ein Behandlungsunterschied zwischen den eingesetzten ehemaligen Mitgliedern der Gerichtspolizei oder der Gemeindepolizei, die zum Kommissar ernannt werden und dabei den Vorteil des finanziellen Dienstalters verlieren, und den eingesetzten ehemaligen Mitgliedern der BSR, die mit dem Vorteil einer horizontalen Einstufung ernannt werden, beanstandet wird, ist der erste Klagegrund begründet.

B.14. Die ersten sechs Kläger wurden in den Dienstgrad eines Kommissars ernannt aufgrund anderer Bestimmungen als derjenigen bezüglich der Einsetzung (Artikel XII.VII.23, 24 und 26 des RSPol). Des Weiteren gehen sie davon aus, dass der Vorteil der horizontalen Einstufung, der ausschließlich den ehemaligen Brevetinhabern der Gendarmerie gewährt werde, unverhältnismäßig sei, während alle anderen im Rahmen der Reform erfolgten Ernennungen in den Dienstgrad eines Kommissars, insbesondere diejenigen, die im Verfahren des so genannten «roten Teppichs» erfolgt seien, gemäß der so genannten Dreistufenmethode durchgeführt worden seien.

Unter Berücksichtigung dessen, was in B.7 in Erinnerung gerufen wurde, sowie des Umstands, dass die in der Polizeireform vorgesehenen zeitweiligen Ernennungsverfahren im Rahmen des mit dieser Reform angestrebten allgemeinen Gleichgewichts jeweils ihre eigene Logik haben, ist es nicht erforderlich, dass alle betroffenen Personen auf genau dieselbe Weise behandelt werden.

Außerdem hat der Hof in seinem Urteil Nr. 102/2003 erkannt:

«Abgesehen davon, dass die Methode der Eingliederung in die neuen Gehaltstabellen, die der Gesetzgeber für Offiziere anwendet, sich nicht als unvernünftig erweist, hat sie zur Folge, dass der Kläger ein günstigeres Gehalt empfängt als dasjenige, auf das er in Anwendung seines ehemaligen Statuts hätte Anspruch erheben können. Außerdem verfügt der Kläger noch über Aufstiegsmöglichkeiten, in deren Genuss er in diesem ehemaligen Statut nicht hätte gelangen können». (B.38.4).

Daraus ergibt sich, dass die Maßnahme nicht unverhältnismäßig ist.

Insofern ein Behandlungsunterschied angesichts der Kommissare der Generaldirektion der Gerichtspolizei der föderalen Polizei, die keine in den Dienstgrad eines Kommissars eingesetzten und in dieser Funktion ernannten Bediensteten sind, beanstandet wird, ist der erste Klagegrund unbegründet.

*In Bezug auf den Behandlungsunterschied zwischen den Inhabern des Brevets eines höheren Unteroffiziers und den Inhabern eines Brevets 2D sowie zwischen den Inhabern des Brevets eines höheren Unteroffiziers und den Brevetinhabern der Gemeindepolizei (Artikel 8 und 9 § 2 Absatz 2 und § 3)*

B.15. Im zweiten Klagegrund bemängeln die klagenden Parteien, dass Artikel 9 § 2 Absatz 2 des angefochtenen Gesetzes die Inhaber des Brevets eines höheren Unteroffiziers bei der ehemaligen Gendarmerie zum 1. Januar 2008 in den Vorteil einer Ernennung in den Dienstgrad eines Polizeikommissars gelangen lasse, während gemäß Artikel 8

desselben Gesetzes die Inhaber eines Brevets 2D, die aus der Gerichtspolizei kämen, erst zum 1. Januar 2009 in denselben Dienstgrad ernannt werden könnten. Sie kritisieren auch, dass in keiner der beiden vorerwähnten Bestimmungen und in keiner anderen Bestimmung des Gesetzes irgendein Mechanismus der Ernennung durch Beförderung für die Inhaber des Brevets eines Offiziers der Gemeindepolizei vorgesehen sei.

B.16. Der angefochtene Artikel 8, der einen neuen Paragraphen 2/1 in Artikel XII.VII.18 des RSPol eingefügt hat, welcher die Begünstigten des Verfahrens des so genannten «roten Teppichs» bei der Generaldirektion der Gerichtspolizei (DGJ) betrifft, wurde wie folgt kommentiert:

«Aufgrund dieser neuen Regel werden die ' 2D-Absolventen ', das heißt die Mitglieder der ehemaligen Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften, die vor 2001 den Vorteil der Gehaltstabelle 2C genossen haben und daher in die Gehaltstabelle M5.2 eingestuft worden sind und darüber hinaus Inhaber des Brevets für die Beförderung zur Gehaltstabelle 2D sind, spätestens am 1. Januar 2009 zum Kommissar befördert.

In Anbetracht dessen, dass die im vorliegenden Gesetzentwurf vorgesehenen Maßnahmen in der DGJ hauptsächlich ehemalige Gendarmen betreffen - damit der Kritik des Hofes entsprochen wird, gilt dies umso mehr im Vergleich zu den für nichtig erklärten Bestimmungen des Gesetzes vom 2. Juni 2006 -, setzt eine ausgewogene Vorgehensweise voraus, dass im Rahmen des roten Teppichs eine besondere Maßnahme zugunsten der 2D-Absolventen ergriffen wird. Es gibt nämlich einen objektiven Unterschied zwischen ihnen und den anderen Personalmitgliedern, die in die Gehaltstabelle M5.2 eingestuft worden sind, insbesondere hinsichtlich des vorerwähnten Brevets, was übrigens zur Folge hat, dass sie kaum mit anderen Personalkategorien verglichen werden können.

Außerhalb der DGJ gibt es keine Proportionalitätsbedingungen und wird der ' rote Teppich ' bereits 2011 abgeschlossen sein. In der DGJ wird die Anzahl der Personen, die aufgrund dieses Mechanismus befördert werden können, jedoch durch die Anzahl der 2001 zum Offizier ernannten oder eingesetzten ehemaligen Gendarmen und ehemaligen Mitglieder der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften begrenzt.

Infolge der einmaligen Ernennung der verbleibenden 2D-Absolventen wird der rote Teppich in der DGJ ab 2009 somit extra Sauerstoff bekommen, weil die vorerwähnten Höchstzahlen dadurch auf gesetzlichem Wege erhöht werden, was sich für alle Betroffenen in der DGJ in günstigem Sinne auf das Timing ihrer Beförderung auswirken wird» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2008-2009, DOC 52-2193/001, SS. 8-9).

B.17. In den Vorarbeiten wird bestätigt - und vom Ministerrat wird nicht bestritten -, dass die Inhaber des Brevets eines höheren Unteroffiziers bei der ehemaligen Gendarmerie, die Inhaber des Brevets 2D, die aus der ehemaligen Gerichtspolizei kommen, und die Inhaber des Brevets eines Offiziers der Gemeindepolizei sich in vergleichbaren Situationen befinden, und zwar sowohl im Lichte der Befreiungen in Sachen Ausbildung als auch im Lichte der für die Beförderung durch Aufsteigen in den Offizierskader vorbehaltenen Stellenquoten.

Dem Ministerrat zufolge sei die ausschließlich den Inhabern des Brevets eines höheren Unteroffiziers vorbehaltene günstigere Behandlung dadurch gerechtfertigt, dass ihre Ernennung in den höheren Kader sich aus den Bestimmungen des «orange Teppichs» ergebe, und nicht aus den Bestimmungen des «roten Teppichs», der den anderen zwei Kategorien von Brevetinhabern vorbehalten sei.

B.18. Das angefochtene Gesetz gewährt die Möglichkeit, zum 1. Januar 2008 in den Dienstgrad eines Polizeikommissars ernannt zu werden, nur den Inhabern des Brevets eines höheren Unteroffiziers, unter Ausschluss der Inhaber eines Brevets 2D, die aus der Gerichtspolizei kommen und erst zum 1. Januar 2009 in diesen Dienstgrad ernannt werden können. Außerdem gewährt es den aus der Gemeindepolizei kommenden Brevetinhabern keinerlei interne Beförderungsmöglichkeit.

B.19.1. Artikel XII.VII.11bis des RSPol bestimmt:

«Für die derzeitigen Personalmitglieder, die gemäß Artikel XII.II.21 Absatz 3 in die Gehaltstabelle M5.2 eingestuft werden und Inhaber des Brevets für die Beförderung in die Gehaltstabelle 2D sind, das in Artikel 110 des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 1997 zur Festlegung des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Personalmitglieder der Gerichtspolizei bei den Staatsanwaltschaften erwähnt ist, oder des Brevets eines Offiziers der Gemeindepolizei, das im Königlichen Erlass vom 12. April 1965 über das Brevet eines Anwärter auf den Dienstgrad eines Polizeikommissars und eines beigeordneten Polizeikommissars oder in Artikel 1 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 25. Juni 1991 zur Festlegung der allgemeinen Bestimmungen über die Ausbildung der Offiziere der Gemeindepolizei, die Ernennungsbedingungen für die Dienstgrade eines Offiziers der Gemeindepolizei und die Anwerbungs- und Ernennungsbedingungen für den Dienstgrad eines angehenden Offiziers der Gemeindepolizei erwähnt ist, oder des Brevets eines höheren Unteroffiziers, das in Artikel 28 § 1 des Königlichen Erlasses vom 1. April 1996 über die Beförderung in den Dienstgrad eines Adjutanten der Gendarmerie erwähnt ist, wird eine Gehaltstabellenlaufbahn für den Übergang von der Gehaltstabelle M5.2 in die Gehaltstabelle M7bis nach achtzehn Jahren Kaderalter im Kader des Personals im mittleren Dienst eingeführt.

Die höhere Gehaltstabelle in der Gehaltstabellenlaufbahn wird nicht gewährt, wenn die Endnote der geltenden zweijährlichen Bewertung der Arbeitsweise ' ungenügend ' ist».

Diese durch Artikel 19 des Gesetzes vom 3. Juli 2005 eingefügte Bestimmung hat eine Gehaltstabellenlaufbahn eingeführt, mit dem Ziel, jene Diskriminierung zu beheben, die den Hof dazu veranlasst hatte, in seinem Urteil Nr. 102/2003 Artikel XII.VII.11 des RSPol für nichtig zu erklären, «indem er das Brevet 2D nicht einbezieht» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1680/001, S. 18). Diese Bestimmung behandelt die Inhaber eines Brevets 2D und die Inhaber des Brevets eines Offiziers der Gemeindepolizei auf die gleiche Weise wie die Inhaber eines Adjutantenbrevets im Sinne von Artikel 28 § 1 des königlichen Erlasses vom 1. April 1996 über die Beförderung in den Dienstgrad eines Adjutanten der Gendarmerie.

B.19.2. Unter Berücksichtigung der Rechtfertigung in den Vorarbeiten zu dem im vorliegenden Fall angefochtenen Artikel 8 (B.16) sowie des breiten Ermessensspielraums, über den der Gesetzgeber verfügt, um zu bestimmen, unter welchen Bedingungen er für die Personalmitglieder der integrierten Polizei eine Gehaltstabellenlaufbahn organisieren will, ist davon auszugehen, dass der durch die Artikel 8 § 2/1 und 9 § 3 des angefochtenen Gesetzes eingeführte Unterschied zwischen den Inhabern eines Brevets 2D und den Inhabern des Brevets eines höheren Unteroffiziers bei der ehemaligen Gendarmerie, wobei die Ersteren erst zum 1. Januar 2009 zum Kommissar ernannt werden können, während die Letzteren es zum 1. Januar 2008 werden können, vernünftig gerechtfertigt ist.

B.20. Insofern ein Behandlungsunterschied zwischen den Inhabern eines Brevets 2D und den Inhabern des Brevets eines höheren Unteroffiziers, für die das Gesetz einen Mechanismus der Ernennung durch Beförderung vorsieht, einerseits und den Inhabern des Brevets eines Offiziers der Gemeindepolizei, für die kein solcher Mechanismus vorgesehen ist, andererseits angeprangert wird, ist festzuhalten, dass die Maßnahme vernünftig gerechtfertigt ist wegen der in B.8 in Erinnerung gerufenen besonderen Zielsetzung, die mit dem Gesetz verfolgt wird und darin besteht, eine vom Hof festgestellte Diskriminierung zwischen den Ernennungsbedingungen für die eingesetzten ehemaligen Mitglieder der BSR und denjenigen für die anderen Eingesetzten innerhalb der Generaldirektion der Gerichtspolizei der föderalen Polizei zu beheben.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Artikel 9 des Gesetzes vom 25. Januar 2010 «zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste (RSPol) hinsichtlich der Ernennung bestimmter Personalmitglieder der Generaldirektion der Gerichtspolizei in den Dienstgrad, in den sie eingesetzt worden sind» insofern für nichtig, als er dadurch, dass er einen Artikel XII.VII.19bis in den vorerwähnten königlichen Erlass einfügt, den ehemaligen eingesetzten Mitgliedern der Gerichtspolizei oder der Gemeendepolizei, die zum Kommissar ernannt werden, den Vorteil der Beibehaltung des finanziellen Dienstalters (horizontale Einstufung) versagt;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 27. Juli 2011, durch den Richter J.-P. Moerman, in Vertretung des Richters J.-P. Snappe, der gesetzmäßig verhindert ist, der Verkündung des vorliegenden Urteils beizuwohnen.

Der Kanzler,  
P.-Y. Dutilleux.

Der stellv. Vorsitzende,  
J.-P. Moerman.

## GRONDWETTELIJK HOF

N. 2011 — 2171

[2011/204056]

### Uittreksel uit arrest nr. 141/2011 van 27 juli 2011

Rolnummers 5023 en 5024

*In zake* : de beroepen tot vernietiging van de artikelen 2, 3 en 10 van de wet van 25 januari 2010 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol) wat betreft de benoeming in de graad van aanstelling van bepaalde personeelsleden van de algemene directie van de gerechtelijke politie », ingesteld door Valentin Zwakhoven en door Johan Coolen en Louis Timmers.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit voorzitter M. Bossuyt, rechter J.-P. Snappe, waarnemend voorzitter, en de rechters E. De Groot, L. Lavrysen, J.-P. Moerman, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul en F. Daoût, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Bossuyt,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van de beroepen en rechtspleging

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 2 september 2010 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 3 september 2010, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2 en 3 van de wet van 25 januari 2010 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol) wat betreft de benoeming in de graad van aanstelling van bepaalde personeelsleden van de algemene directie van de gerechtelijke politie » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 maart 2010) door Valentin Zwakhoven, die keuze van woonplaats doet te 9030 Mariakerke, Mazestraat 16.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 3 september 2010 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 6 september 2010, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2, 3 en 10 van dezelfde wet door Johan Coolen en Louis Timmers, die keuze van woonplaats doen te 1860 Meise, Vilvoordsesteenweg 101.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 5023 en 5024 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

#### II. In rechte

(...)

B.1. De verzoekende partijen voeren de schending aan van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie gewaarborgd bij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, door de artikelen 2, 3 en 10 van de wet van 25 januari 2010 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (RPPol) wat betreft de benoeming in de graad van aanstelling van bepaalde personeelsleden van de algemene directie van de gerechtelijke politie » (hierna : de wet van 25 januari 2010), die bepalen :

« Art. 2. In het RPPol wordt in de plaats van artikel XII.VII.15<sup>quater</sup>, vernietigd bij arrest nr. 94/2008 van het Grondwettelijk Hof, het als volgt luidende artikel XII.VII.15<sup>quater</sup> ingevoegd :

' Art. XII.VII.15<sup>quater</sup>. § 1. De actuele personeelsleden van het basiskader die op 1 januari 2001 houder zijn van het brevet van de aanvullende gerechtelijke opleiding dat toegang verleende tot de bewakings- en opsporingsbrigades van de rijkswacht, die vanaf die datum ononderbroken zijn aangewezen voor een betrekking van de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie en die geen laatste evaluatie met eindvermelding " onvoldoende " hebben, kunnen worden bevorderd door overgang naar het middenkader mits zij een bijzondere opleiding voor de overgang naar het middenkader volgen.

§ 2. Het programma van de in paragraaf 1 bedoelde opleiding wordt bepaald door de Koning. Zij bedraagt niet minder dan 140 uren en wordt gespreid over maximaal twee jaren.

De toelating tot de opleiding wordt vastgesteld door de in paragraaf 1 bedoelde personeelsleden in te delen in vijf gelijke groepen in dalende volgorde van ouderdom van hun in paragraaf 1 bedoeld brevet en, bij gelijke ouderdom van dat brevet, van kaderanciënniteit; elk jaar worden de kandidaten van de volgende groep tot de opleiding toegelaten, voor zover zij geen laatste evaluatie met eindvermelding " onvoldoende " hebben.

§ 3. De in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde personeelsleden van de eerste groep die aan alle voorwaarden ter zake beantwoorden, worden bevorderd op 1 januari 2008; de anderen worden bevorderd op 1 januari van het jaar dat volgt op dat waarin zij de opleiding hebben voltooid.

De krachtens paragraaf 1 bevorderde personeelsleden, worden gedurende vijf jaar vanaf de bevordering uitgesloten van de mobiliteit voor andere betrekkingen dan die in de algemene directie gerechtelijke politie van de federale politie.

Deze bevorderingen worden niet aangerekend op het aantal personeelsleden dat wordt toegelaten tot de basisopleiding voor het middenkader. '.